LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

N° 1594
du 6 au 12 mai 2010

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« La gestion directe implique d'inverser le processus des décisions afin de nous approprier notre avenir et d'en rester les maîtres. »

Anonyme

Profits en récolte Révoltes en jachère

Photothèque du mouvement social. Photographie de Pierre Dubrocq.

Mise-à-mort des retraites
page 3

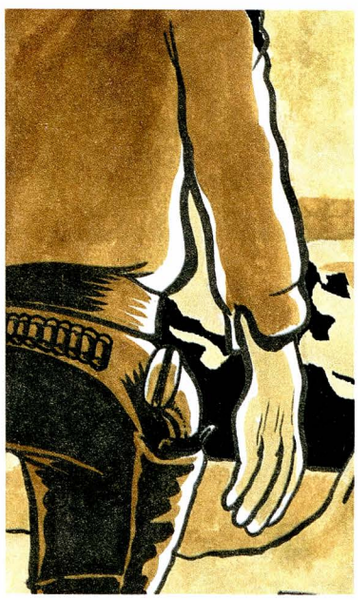
La société du spectacle encrasse les cerveaux
page 5

La police c'est l'ordre, l'avocat le chaos
page 9

L'économie de marché détruit l'agriculture
page 11

M 02137 - 1594 - F: 2,00 €

Sommaire



Regard sur le **Premier Mai,** par J.-P. Germain, *page 4*

Opinion printanière, J.-M. Raynaud, *page 4*

Les menteurs ! par M. Silberstein, *page 5*

Les petites **brèves,** *page 8*

Bavures **d'avocats,** par P. Mignard, *page 9*

Répression urbaine, par G. Goutte, *page 10*

À la petite semaine, par Floréal, *page 10*

La céréale, ça eut payé, par J.-P. Tertrais, *page 11*

Le travail ne paye pas, par J. Langlois, *page 13*

Ratonnades en terre ibérique, par R. Pino, *page 16*

L'icône **Camus,** par P. Schindler, *page 17*

Chronique d'un **incroyant,** par Paco, *page 18*

Les belles **çonneries,** par J.-M. Bongiraud, *page 19*

Embuscade à **Oaxaca,** par VOCAL, *page 20*

Vie du **mouvement,** *page 21*

La **radio** présente son programme, *page 22*

L'agenda vous donne rendez-vous, *page 23*

Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^os^	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 n^os^	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 n^os^	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^os^ ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Éditorial

Ils dégraissent nos retraites

« Il faut que nous produisions plus [...] tout en respectant une croissance verte [...], dépasser les conflits de classe [...], rassembler les Français [...]. Il faut s'adjoindre les jeunes. [...] On a le droit de travailler après 60 ans [...]. » Qui parlait ainsi sur Radio-Paris ce mercredi 24 avril? Guéant, Fillon, Parisot? Tout simplement François Hollande, propret présidentiable du Parti socialiste-sans-rire. Et le lendemain, sur cette même radio, Éric Woerth, ministre officiellement chargé de bousiller les retraites et l'esprit du Conseil national de la Résistance de 1945, de déclarer à ce propos et non sans raison: « D'ailleurs, le Parti socialiste est d'accord avec nous. » Ambiance. En Grèce, la crise financière, un peu trop vite enterrée, semble se réveiller hardiment. Les bons élèves de Sainte-Europe ne se battent pas pour venir en aide au bonnet d'âne héllène. Les banquiers spéculent à qui mieux mieux sur la dette en précipitant la faillite du pays et les souffrances du peuple grec. Un peu honteux, les « spécialistes » chuchotent que l'Espagne, le Portugal, l'Italie, l'Irlande sont menacés à leur tour et s'aperçoivent que rien n'a été prévu en pareil cas par les insistants traités que les populations ont été sommées de plébisciter. Ils commencent même à admettre que ça peut déferler chez les grands rapiats, France y comprise. De l'autre côté de l'Atlantique, même tabac: Fabrice Tourre, trader fétiche de la banque Goldman Sachs, prié par la commission d'enquête du Sénat de justifier certains placements à haut risque, pirouette et nie effrontément toute responsabilité pour lui et son boss. Inéluctable, on vous dit: le capitalisme est la fin de l'histoire et la liberté d'entreprendre est à ce prix. Et puis depuis quand de fins renards risquophiles seraient-ils responsables des emplois, du pouvoir d'achat ou des vieux jours de la peureuse piétaille? Fidèle au vieil adage marxiste – La démocratie est le luxe des peuples qui mangent à leur faim –, le géant chinois assiste, goguenard, à cette pagaille. À son tour d'être courtisé par les orgueilleux donneurs de leçons occidentaux. Et de se permettre – même si les titatas de nos serviles médias n'en pipent mot – de faire poireauter et d'humilier avec raffinement notre fringant président venu faire du porte à porte dans l'Empire du milieu. « Souviens-toi du Dalaï-lama » soupire le vent dans les bambous. Chaque jour un peu plus, le capitalisme et ses sbires, despotes, banquiers, politicards, s'essuient les pieds sur nos trognes. Mais Pasqua-le-maffieux n'ira pas en prison, épargné comme prévu, par cette justice-de-classe-aux-ordres qui met les lycéens en taule. Samedi, c'était le Premier Mai, qui n'est pas la fête du muguet, n'en déplaise à Stéphane Bern, mais la fête des travailleurs et des luttes: y'a du pain sur la planche.

Ça va pas être facile. Le soir du 23 mars, on était plutôt contents et surpris que la journée d'action pour les retraites ait été un relatif succès. Le problème étant le 24 où on retournait au turbin comme si de rien n'était. L'an dernier, ayant connu des « journées d'action » à répétition et inefficaces, on n'a pas eu envie de remettre ça, et, du coup: rien. Le 20 avril dernier, les nouvelles manifs étaient, au mieux, départementales, mais surtout ridicules. Quand on ne veut pas qu'un mouvement se forme, prenne de l'ampleur, on ne s'y prend pas autrement. Pour les organisations syndicales, il semble qu'il ne soit plus question de mobilisation. Engluées qu'elles sont dans les réunionnites, tables rondes et rencontres ministérielles, il n'est plus question que de journées d'action pour canaliser les mécontentements et basta. « On s'occupe de tout. » Il ne s'agit plus que d'un syndicalisme d'accompagnement – pas de lutte – qui ne sait plus que négocier la quantité de vaseline nécessaire pour nous faire passer telle ou telle « réforme ».

Et ça devient plus que grave parce que, dans le camp d'en face, ça s'active, à coups de publicité, d'informations bidon, de journalistes aux ordres... Le Medef et le gouvernement en font une question de principe. Ils veulent une victoire sur les retraites et contre les salariés, pour appliquer d'autres contre-réformes. Ils veulent « détricoter » les acquis de la Libération, casser tous les droits sociaux pour n'avoir, dans quelques années, que des salariés qui accepteraient les conditions les pires pour travailler à tout prix, comme dans les pays émergents.

Nous subissons quotidiennement un bombardement intensif et permanent visant à nous faire accepter le recul de l'âge de départ à la retraite et la baisse des pensions. Il s'agit d'une gigantesque manipulation de l'opinion.

Sous couvert de l'expertise du Conseil d'orientation des retraites (COR), État et patrons veulent organiser la panique. Les prévisions vont jusqu'à 2040 ou 2050. Comment croire des prévisions qui vont si loin, lorsque les « experts » se trompent sur six mois et n'ont même pas vu venir la crise? Personne n'est capable de prévoir quoi que ce soit. Le rapport nous parle de taux de fécondité, d'augmentation de la durée de vie, du nombre de retraités... Rien de scientifique. Le rapport se fie à aujourd'hui, où ceux et celles qui arrivent à l'âge de la retraite sont issus de la génération du baby-boom, mais ceux et celles qui atteindront la retraite bientôt seront issus des « classes creuses », et il y en aura moins. Quant à l'allongement de la durée de vie, avec l'amiante, les pesticides, l'augmentation de la durée du travail et j'en passe, c'est même pas gagné.

Les mesures préconisées pour obtenir un équilibre des comptes des caisses de retraite en 2050 seraient: report de l'âge de départ à la retraite (jusqu'à 70 ans!); baisser les pensions de 48 %, ou/et majorer les cotisations sociales.

Pour tenter d'imposer une telle remise en cause des acquis, la propagande dit qu'il faut travailler plus longtemps et que les prétendus déficits des caisses nécessitent que les salariés se serrent la ceinture. L'allongement de la durée de cotisations, de 37,5 à 40 annuités, n'a permis que 4 % des économies obtenues. Il s'agit juste d'idéologie, pour nous écraser davantage. Pourtant il y en a qui sont loin de se serrer la ceinture: l'ancien PDG de L'Oréal touche l'équivalent de 400 fois le minimum vieillesse (hors stock-options et autres).

Alors sur la question des retraites il ne peut y avoir d'arrangement, il n'y a rien à négocier. Il s'agit juste d'un partage des richesses produites, mais, pour imposer ça, il faut se battre. Reste à trouver le chemin de l'offensive, et vite.

Jean-Pierre Levaray

Premier Mai

Sabre de bois ?

Cortège libertaire du Premier Mai 2010. Photographie de Caro.

Le Premier Mai, « c'est une manifestation traditionnelle, et un gouvernement regarde toujours cela avec attention ». Ainsi s'exprimait la semaine dernière dans le poste, Éric Woerth, ministre du Travail. Sans le savoir ou presque il répondait à Bernard Thibault [1] secrétaire de la Confédération générale du travail qui déclarait vendredi dernier dans un quotidien hexagonal : « Ce Premier Mai sera tout sauf un rituel. » Diable, ça va saigner ? On aimerait tout d'abord remettre les pendules à l'heure. Celles et ceux qui militent depuis quelques lustres doivent, on l'espère, le savoir mais ces rappels s'adressent aux jeunes générations.

On ne reviendra pas sur le Chicago de la fin du XXIe siècle, sur les anarchistes allemands condamnés à mort au cours de l'affaire de Haymarket, tout ça est dans les livres d'histoire [2]. Mais sur la dimension symbolique que ça a pris dans le mouvement ouvrier international.

En effet, avant la Seconde Guerre mondiale le 1er mai était un jour de grève. Les camarades, quand ils y pensaient, allaient à l'union locale CGT pour s'y faire recenser en tant que grévistes. Dans les manifestations, on ne vendait pas du muguet l'esprit était à la démonstration de la force ouvrière, à une sorte de répétition du grand soir. Bon tout çà pour faire bref, on va dire que c'est du passé.

L'occupation allemande, la collaboration française ont changé la fête du travail en magnification du travail. La journée de grève qui devait faire trembler les capitalistes est devenue un jour férié qui tourne un peu trop souvent à la kermesse électorale. Déjà, à la Libération, on ne chantait plus l'*Internationale* mais *la Marseillaise* ! Heureusement, les états-majors politiques ont changé d'avis, toujours ça de gagné ! Mais pour les revendications ouvrières, le camp changeait et passait du syndical au politique.

Bon, revenons au XXIe siècle où l'intersyndicale de huit membres est tombée à cinq (CGT, CFDT, Unsa, FSU et Solidaires), depuis que, pour des raisons diverses, Force ouvrière, CGC et CFTC font cavaliers seuls. Faut-il croire qu'il y a plusieurs façons de défendre le droit à une vraie retraite ? Selon tous les chiffres, c'était moins bien que l'année dernière. On n'en n'est pas à brandir un sabre de bois, mais ça commence à y ressembler. C'est pourtant maintenant qu'il faudrait se mobiliser.

Jean-Pierre Germain

1. Pour celles et ceux qui militaient dans les années 1970 voire qui fréquentaient le Golf Drouot à Paris, Bernard Thibault restera toujours notre Ronnie Bird syndical.

2. Enfin, malheureusement pas tous.... Sur ceux qu'on a appelé les « martyrs de Chicago » consulter (entre autres) les sites RA forum et celui de Raymond Baillargeon, Aux origines du Premier Mai, les cinq martyrs de Chicago.

Faits de printemps

Camarade ministre !

Aygül Özkan est allemande. C'est la future ministre régionale. La première femme d'origine turque à un tel poste. Elle fait partie de la CDU (Christlich Demokratische Union Deutschlands). Et elle fait hurler dans les chaumières ! Y compris celles de son propre parti.

Pourquoi ?

Parce qu'elle serait d'origine turque ?

Parce qu'elle serait femme ?

Parce qu'elle serait conservatrice ?

Que nenni ! Il s'agit de toute autre chose.

Aygül Özkan a prôné, ce 26 avril, le retrait des crucifix des écoles publiques.

Ce n'est pas Dieu possible ! Et cerise sur le gâteau, elle ne fait même pas partie de l'internationale terroriste islamo-intégriste, cet axe du mal bien connu qui voudrait ensoutaner nos prêtres et voiler nos bonnes sœurs. Qu'on en juge ! « L'école doit être un lieu neutre et le voile n'a rien à y faire, non plus, dans une salle de classe ! »

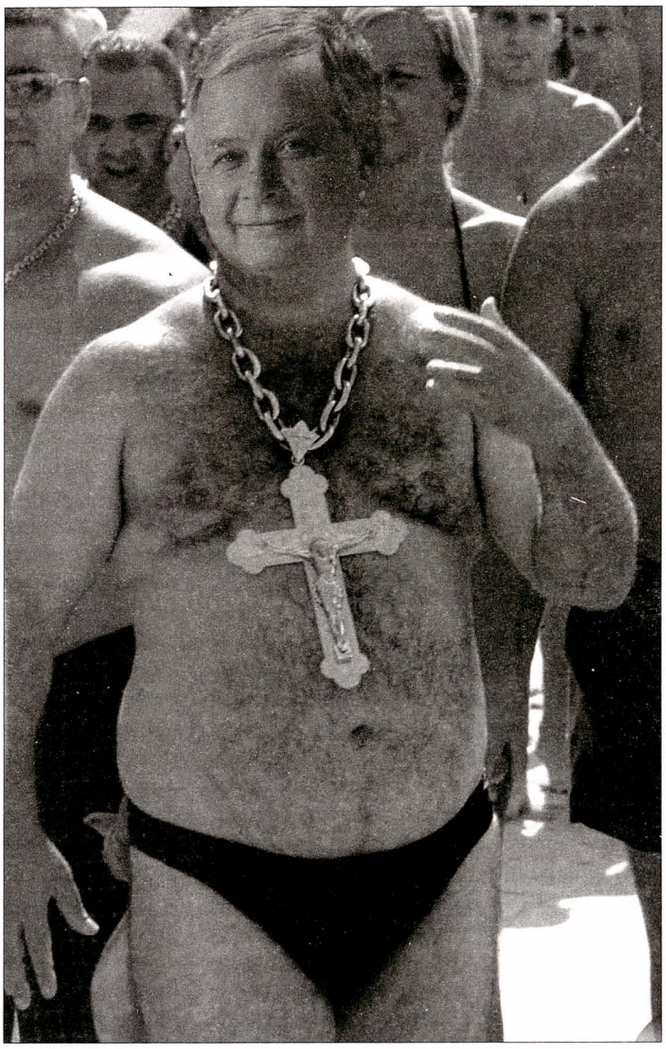
Bref, Aygül Özkan ne défend rien d'autre que la laïcité. Vous savez, ce truc qui dit que l'école publique et les institutions de la République doivent être dénuées de tous signes religieux et politiques. Mais qui se refuse également à interdire ces signes dans l'espace privé ou la rue au motif du respect de la liberté de l'individu.

Alors, ça me coûte de le dire, mais je vais quand même le dire : « Chapeau camarade ministre de droite ! »

Jean-Marc Raynaud

Trafiquants de mots

ou le bal des menteurs



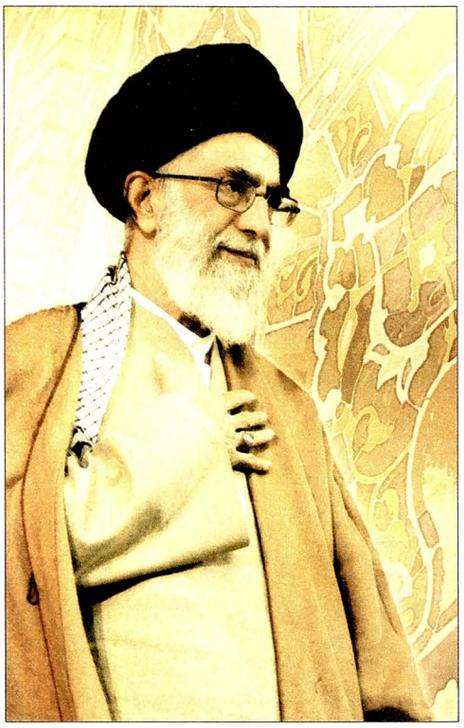
Marc Silberstein

Groupe Louise-Michel, Paris

Bouffonnerie télévisuelle de droite

Il fut une époque où la télévision de masse était intellectuellement corrompue par ses histrions gonflés aux hormones de la vanité, gavés comme des oies d'une mixture grasse composée d'un tiers de leur ineptie, d'un tiers de leur suffisance et d'un tiers de leur inculture. Cette époque, c'est la nôtre… Je ne prendrai ici que deux exemples de cette « société du spectacle » : Claude Allègre et Éric Zemmour.

C'est principalement la télévision (privée et publique) qui a permis au bonimenteur Allègre d'organiser le plan marketing grâce auquel il a vendu en quelques mois 120 000 exemplaires de son brûlot *L'Imposture climatique*. On peut estimer que le beauf des entrailles de la Terre s'est goinfré plus de 200 000 euros ! Merci aux benêts qui ont acheté ce livre, attirés comme des mouches par une *doxa* du genre « Il dit le contraire du consensus des dominants, ça doit être vrai… ». Merci aux cons qui lui servent la soupe, pensant ainsi être de vrais « pros de l'info », englués qu'ils sont dans l'idée sotte qu'en science aussi la pseudo-démocratie prime et que, de fait, à une idée *x* doit nécessairement être opposée son contraire, anti-*x*. Dans ce cas, pourquoi ne pas faire médiatiquement prospérer les hurluberlus qui pensent que la Terre est plate, ou encore les faussaires créationnistes ? À la télé, on n'assiste à aucun débat, au vrai sens du terme, à aucune confrontation contradictoire entre un Allègre aux certitudes boursouflées et les acteurs légitimes de la recherche sur le changement climatique. Non, surtout pas, ce serait chiant et plat, tous ces chiffres, ces simulations numériques, ces courbes, ces incertitudes ou ces faits avérés dont il faut expliquer en détail la genèse, les méthodes, les bilans. Au lieu de cela, une tribune offerte avec complaisance par des gens qui ont cessé d'exercer le métier de médiateur – celui qui transmet – pour n'être plus que les godillots des auteurs les plus déficients. Pourtant, sans avoir à être un expert du climat [1], mais à condition d'être doté d'une vraie culture scientifique et épistémologique en lieu et place d'*a priori* infondés, ou encore d'avoir un peu de mémoire (ce qui est la moindre des choses pour un journaliste), il est patent qu'Allègre a cessé depuis longtemps d'être un scientifique crédible lorsqu'il s'aven-



ture hors de son domaine [2]. Ceux qui le connaissent vraiment, et non ceux qui le découvrent à l'occasion de sa dernière tocade, le savent pertinemment. (Rappelez-vous : c'est encore ce même Allègre qui affirmait qu'il n'y avait pas de problème d'amiante à l'université de Jussieu – trafiquant de mots, vous dis-je.) Allègre, depuis une vingtaine d'années, est devenu un politicard et un dévidoir de grosses ficelles, dont la « qualité » principale est de produire (au sens manufacturier du terme) des monceaux de livres criblés d'erreurs ou d'approximations, mais auxquels une presse télé et écrite d'une indigence intellectuelle sans nom assurent une promotion exceptionnelle. La liste de ses erreurs, de ses inepties est si longue que la restituer dans *Le Monde libertaire* demanderait un travail méticuleux de compilation et d'analyse nécessitant plusieurs articles… Je ne rappellerai que le cas de son *Introduction à une histoire naturelle* (1992), où le géochimiste qu'il est se targuait d'écrire sur la biologie, exercice qui se révéla calamiteux. À la fin d'une recension de ce livre, je concluais que l'élève Allègre aurait eu une note éliminative au bac. L'homme est persévérant et sa méthode fruste et paresseuse l'a conduit, cette année encore, à pondre un texte une fois de plus ridicule et vain.

Nul doute qu'Allègre et Zemmour – certes dans un tout autre registre – sont, en tant qu'outres vides de sens mais pleines d'arrogance, les signes éloquents d'une forme spéciale de décadence de l'entendement, celle du scepticisme généralisé et indifférencié. Le premier voit des imposteurs partout (« Je ne crois pas aux conclusions du Giec, aux « réchauffistes » », c'est mon droit) ; l'autre voit en tout Arabe et tout Noir des dealers, ou, le 6 mars, sur la chaîne France O, déclare avec son aplomb habituel que « les employeurs ont le droit de refuser des Arabes ou des Noirs », en justifiant cette saloperie par sa coutumière philosophie de comptoir (de la cafétéria du Medef), selon laquelle « discriminer, c'est choisir, c'est la vie et la vie est injuste ». Il lance alors cette éructation : « Je ne crois pas, et ne veux pas, que les humains soient égaux et puissent vivre ensemble », c'est mon droit.

Le premier est incontestablement un imposteur intellectuel au sens défini par Sokal et Bricmont, dans leur fameux livre de 1997, *Impostures intellectuelles* (ou dans celui auquel j'ai participé en 2001, *Intrusions spiritualistes et impostures intellectuelles en sciences*) [3]. Allègre parle depuis un promontoire – en l'occurrence son statut de scientifique – pour traiter de sujets qu'il ne connaît que superficiellement, tout en réclamant une pleine légitimité pour lui seul, en la refusant à ceux qui sont les experts légitimes.

Le second, pourfendeur des médias (« bien-pensants ») alors même qu'il en est un ustensile omniprésent, est une sorte de Juif honteux, comme le fut le polémiste professionnel Karl Kraus dans la Vienne du début du XXe siècle – bien sûr, la comparaison s'arrête là car Zemmour est un microbe à côté de Kraus, illuminé et génial [4]. Le vermisseau du PAF ne cesse, au fil de ses pléthoriques interventions radiophoniques et télévisuelles, de trouver des excuses aux curés complices de la pédophilie galopante au sein de l'Église de Rome, de rendre hommage à cette dernière avec une déférence indigne. Son intervention du 18 janvier 2010 sur RTL, au sujet de Pie XII, souverain de la catholicité durant la Deuxième Guerre mondiale, est à cet égard exemplaire quand il défend avec une sidérante fougue « génuflexive » la mémoire de ce pape pourtant antisémite et complice tacite de la horde nazie (« Quoi de plus normal pour un pape », me direz-vous). Que dire aussi de ses déclarations sur l'existence des races humaines ; sur le scandale, à ses yeux, que représente le droit de tout un chacun, en France, d'attribuer à ses enfants un prénom étranger ; sur son assimilationnisme forcené ? Tout cela signifie : « Regardez, je suis plus français que vous, les Dupont-Durand, malgré mon patronyme (berbère, quelle plaie !), malgré mes origines, regardez comme je vous singe parfaitement, vous les Français de souche, les Français *essentiels*, les chrétiens. » Ainsi que le disent ses affidés des médias, ses admirateurs des feuilles cathos se délectant de sa papophilie surannée, Zemmour n'est aucunement raciste ! Ben voyons…

Des papes, oui mais des pédophiles !

Richard Dawkins est un important biologiste de l'évolution. Bien que ne partageant pas sa conception de la génétique (tout en appréciant sa théorie du « phénotype étendu »), je suis très admiratif de son action en faveur de l'athéisme et de la critique des religions. Dans son livre *The God Delusion* (traduit en français ainsi : *Pour en finir avec Dieu*), Dawkins argumente en faveur de l'idée que la question de l'inexistence de Dieu est redevable d'une réponse scientifique. L'hypothèse « Dieu » est testable et réfutable par les moyens de la science, au même titre que n'importe quelle hypothèse portant sur la nature et la structure du monde. Inutile de préciser que pour Dawkins, cette hypothèse est hautement improbable, et qu'il s'agit donc pour les diverses sciences anthropologiques de chercher les raisons de la prégnance de cette idée si largement partagée. Mais Dawkins n'est pas qu'un théoricien de l'athéisme, il est aussi un activiste assez gonflé. En effet, avec le militant athée Christopher Hitchens (journaliste anglais, virulent critique de Kissinger, de Mère Teresa, dans *La Position du missionnaire. Mère Teresa en théorie et en pratique*, et des religions, dans *Dieu n'est pas grand. Comment la religion empoisonne tout*), il veut faire arrêter Benoît XVI pour « crimes contre l'humanité » et le faire traduire devant la justice britannique et la Cour pénale internationale de La Haye pour « dissimulation institutionnalisée de viols d'enfants ». Bien entendu, le droit bourgeois est là pour protéger le pape en arguant qu'il bénéficie de l'immunité en tant que chef d'État. Rappelons ici que le Vatican est un État fantoche… Reste que le geste de Dawkins et Hitchens est courageux et rare, dans un monde où la révérence vis-à-vis de la théocratie vaticane est la règle tacite de la confrérie des lâches.

Crash-test

Allez Louya ! Le président polonais Lech Kaczynski s'est crashé en avion, avec tout un aréopage de dignitaires (dont les principaux chefs militaires et – cerise sur le vatrouchka – l'aumônier catholique de l'armée polonaise, l'évêque Tadeusz Ploski). La Pologne n'a plus de gouvernement et la Pologne est en deuil, pleurnichent les médias. Mais tous ces Polonais, dans leur ferveur immaculée, devaient pourtant se sentir protégés contre la gravitation par la divine Providence ! Et à quoi bon ce chagrin, puisque, n'en doutons pas, l'homophobe et partisan de la peine de mort Kaczynski est sans doute d'ores et déjà assis à la droite de son Seigneur.

Toutefois, pour que la nouvelle soit encore plus réjouissante, il faudrait que s'écrabouillent d'autres avions remplis de ce qui constitue le gratin (carbonisé) du pays. L'idéal serait qu'en plus un avion de la compagnie vaticane Soutane Airlines, bourré jusqu'à la queue de prélats en rut, bavant leur haine homophobe, fît de même, en s'écrasant sur le palais de Berlusconi, par exemple. *I have a dream*…

Allah est grand ! Attention à la tête !

« Amusant » d'entendre, ici ou là, les lamentations (à quand un mur idoine ?) des défenseurs des musulmans (rarement issus de cette religion) s'échiner à développer des arguties visant à hiérarchiser la critique des religions. Pour eux, le catholicisme est éminemment attaquable car nous sommes un pays catholique colonialiste, le judaïsme également car c'est la religion d'Israël, qui opprime les

Palestiniens. On peut aussi y aller franco au sujet du protestantisme car, bien qu'assez exotique par chez nous, c'est la religion principale des impériaux États-Unis. Quant à la religion orthodoxe, tout le monde s'en fout ici, en dépit de son alliance caractérisée avec toutes les dictatures issues de la chute du bloc communiste en Europe et en Russie. En revanche, l'islam est titulaire d'un brevet d'innocuité théologique car il s'agit de la religion des opprimés, nous dit-on la voix tremblotante, les yeux mouillés.

Admettons. Mais alors, comme il est plausible que les Églises évangéliques connaîtront un essor prosélyte en France et que ce conglomérat de rites issus du protestantisme (pentecôtisme, adventisme, baptisme, etc.) se rendra aussi visible, dans ses actions et revendications, que les musulmans les plus dévots, faudra-t-il se taire à propos de leurs aberrations intrinsèques, du danger et de la puissance d'aliénation qu'ils représentent, au prétexte que ces Églises s'adressent principalement à des populations issues de l'émigration ? Je demande à voir…

La grande question de la relation des individus tendanciellement libres au religieux n'est pas tant celle de la liberté de conscience – une notion d'une coupable vacuité – ou du caractère privé de la foi que celle des propriétés métaphysiques des assertions communes à tous les monothéismes et de leurs concrétisations dans les actes et pensées quotidiennes des croyants, dans leurs rapports avec les choses et leurs prochains.

Dans le n° 1590 du *Monde libertaire*, je faisais état de l'absence de relation entre le prétendu libre arbitre des humains et les catastrophes naturelles. C'était compter sans les ravages des cerveaux pervers des théologiens… Deux exemples récents l'illustrent. Celui de l'ayatollah Kazem Sedighi, imam iranien porteur du titre honorifique d'*hodjatoleslam*, c'est-à-dire « preuve de l'islam » ou « autorité sur l'islam ». Pas le blaireau du coin donc… Ce délicieux tribun de la religion des opprimés, selon l'islamo-gauchisme susmentionné, a récemment affirmé que « beaucoup de femmes mal habillées corrompent les jeunes, et l'augmentation des relations sexuelles illicites fait augmenter le nombre des tremblements de terre » (source princeps : le quotidien iranien *Aftab-e Yazd*). Ridicule, peut-on se gausser. Mais ce serait passer à côté de l'essentiel : ce monothéisme, comme les autres, est une métaphysique absurde et monstrueuse, jamais à court d'une came de la pire sorte, un opium mental funestement aliénant. L'autre exemple concerne le télévangéliste baptiste Pat Robertson, membre du parti républicain états-unien, pour qui l'ouragan Katrina fut une punition divine infligée à ce pays qui ose admettre (partiellement) l'avortement ; tandis que le récent tremblement de terre à Haïti a été la conséquence (bien tardive !) d'un pacte passé par les Haïtiens avec le diable pour se libérer de l'esclavage, au début du XIXe siècle… Prosélytes de tous les pays, unissez-vous !

M.S.

---

1. Ce qui ne s'improvise pas. Voir ce qu'en dit Jean-Marc Jancovici, dans sa « Lettre ouverte aux journalistes qui ouvrent leurs colonnes – ou leur antenne – à n'importe qui et n'importe quoi en matière de climat (et de science) pourvu que ça mousse » (www.manicore.com/documentation/climatosceptiques.html). Une précision s'impose : ce site est un excellent moyen de se renseigner sur les questions climatiques et énergétiques, grâce à une abondante documentation et à des analyses fouillées (qui plus est gratuites) ; toutefois, je n'adhère pas à toutes les réflexions et conclusions de l'auteur.

2. En 2007 – ce n'est vraiment pas vieux ! –, Allègre publie *Ma vérité sur la planète*, ouvrage bâclé (pourquoi s'appliquer puisque les médias de masse ne savent pas lire et que les éditeurs de ces livres agissent en tiroirs-caisses ?) portant sur un sujet très proche de *L'Imposture climatique*. Je ne résiste pas au plaisir de citer le début de la critique roborative de ce livre nul et vous conseille vivement de lire la suite sur manicore.com/documentation/serre/ouvrages/verite. html : « Il est difficile de dire si la consternation, l'admiration ou l'ébahissement est le terme plus approprié pour caractériser ce qui vient à l'esprit une fois refermé ce livre. Ce dernier comporte une telle densité d'âneries au centimètre carré de page imprimée qu'il en devient une énigme. A-t-il seulement été écrit par un adulte, ou bien par un petit-neveu d'Allègre dont ce dernier n'aurait pas relu les propos ? Comment une personne qui détient – normalement – un doctorat en physique peut-il, même très énervé (car cela fait des années qu'Allègre ne supporte plus le changement climatique, après l'avoir très bien supporté dans un livre qu'il a écrit en 1987 *Les Fureurs de la Terre*, ce qui est une énigme de plus) et même en dehors de son domaine de compétence (car Allègre n'a jamais publié de travaux scientifiques concernant l'influence de l'homme sur le climat) aligner une telle série de contre-vérités grossières, d'approximations qui en deviennent fausses, d'amalgames indus, d'erreurs de raisonnement indignes d'un collégien, de propos cités de travers pire que chez un très mauvais journaliste débutant, voire de tournures dignes d'un enfant de 6 ans ou de phrases qui ne sont même pas écrites en français ? »

On lira également avec grand profit les nombreuses analyses que le journaliste Sylvestre Huet consacre à l'élucubrant Allègre sur son site « Sciences[2] » (http://sciences.blogs.liberation.fr/) et dans son livre *L'Imposteur, c'est lui* (Stock, 2010). On y constate qu'Allègre 2010 est encore plus inepte et mensonger qu'Allègre 2007. Voir aussi le récent ouvrage du physicien modélisateur et climatologue Hervé Le Treut, *Nouveau climat sur la Terre* (Flammarion, 2009).

3. On trouve également dans ce livre une critique véhémente de la position trouble d'Allègre concernant Galilée (chapitre « Convergences entre Claude Allègre et la hiérarchie catholique », par Jean Dubessy).

4. Jacques Bouveresse a beaucoup écrit sur Kraus. Voir notamment *Schmock ou Le triomphe du journalisme. La grande bataille de Karl Kraus.*

Brèves de combat

Les Surcouf en grève

Pour protester contre 179 licenciements et moins 40 % de salaires pour tous, une quarantaine d'employés de Surcouf ont déployé sept tentes devant l'entrée du magasin. Ils sollicitent les clients afin de boycotter les produits Surcouf durant la grève ! De nombreux clients s'exécutent pour soutenir leur mouvement. Comme quoi !

La chute de Tubal Abrisketa

Neuf jeunes militants basques qui manifestaient devant l'arc de triomphe ont été arrêtés après avoir déployé une banderole demandant simplement : qu'avez-vous fait de Jon Anza ? Un prétendu « coup de vent » aurait fait tomber l'un d'eux. Le coup de vent s'est en fait avéré être l'œuvre d'un policier français. Les autres militants, Eneko Monton, Maite Etxeberri, Txomin Catalogne, Ekhi Erramundegi, Urtzi Ugalde, Iñaki Izagirre, Iker Arroyo et Mikel Jon Baton ont été placés en garde à vue accusés de « rassemblement illégal », « atteinte à un monument » et « violence aggravée contre une personne » et ont été libérés dans la soirée. Et le policier zélé court encore ?

Grève de la faim CRA de Lyon

Une grève de la faim contre le CRA de Lyon a commencé depuis quatre jours. Elle est *a priori* suivie par une large majorité de détenus. Pas de texte de revendications précises, volonté de faire bouger la préfecture, attente de mobilisation depuis l'extérieur par le biais des journalistes notamment, et tout soutien semble être bienvenu. Leur détermination semble forte, due au ras-le-bol de leurs situations individuelles : présence de bébés dans le CRA par exemple. Les situations personnelles ont mené à cette mobilisation générale.

Plus de prisons du tout !

On compte un 40e suicide, ou mort suspecte, connu en détention depuis début 2010. Soit un mort tous les trois jours en prison. On constate un manquement grave de l'administration pénitentiaire. L'omertà continue sur la réalité des chiffres quant aux conditions et lieu réel du décès.

No Pasaran

De brefs mais violents affrontements ont opposé samedi 24 avril après-midi, vers 17 heures, des jeunes au crâne rasé, brandissant un drapeau bleu-blanc-rouge, à d'autres venus des quartiers périphériques de Charleville-Mézières. Il s'en est suivi une course-poursuite dans les rues de la ville, depuis la place Ducale. La rencontre entre les deux groupes a fait quelques blessés légers tandis que la police nationale et municipale déployait d'importants moyens, pour éviter de nouveaux affrontements. D'après les premières informations des camarades de la FA de la région, le rassemblement des « skinheads », sur le thème du « racisme antifrançais », aurait été le résultat de divers messages véhiculés, depuis quelques semaines, sur Facebook. No Pasaran !

Le Pen, tais-toi !

Le président du FN a déclaré que « feindre de croire que le maréchal Pétain était responsable de la persécution des Juifs pendant la guerre était une pensée scandaleuse, car les Juifs français ont bénéficié, somme toute, d'une indulgence que leur a value l'action du gouvernement français ». Comme on lui rappelait les lois antijuives du gouvernement de Vichy, il a rétorqué : « Les lois antijuives n'allaient pas jusqu'à la déportation. » Quant à la rafle du Vél d'Hiv, il a répondu qu'elle n'avait « pas été d'initiative française ». *Le Monde libertaire* laisse Maurice Rajsfus lui répondre !

Mémoire à plusieurs vitesses

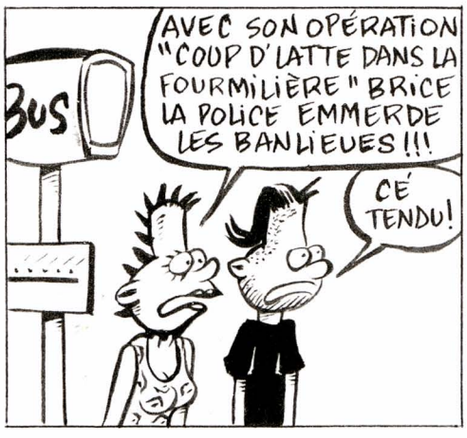
À Marseille, aboutissement de quinze années de lutte, pour la première fois, l'association des représentants des déportés homosexuels a participé officiellement à la journée nationale de la déportation. L'affaire a fait beaucoup de bruit et l'association a été reçue par le maire et le préfet des Alpes-Maritimes, qui se sont engagés à les intégrer dans la cérémonie officielle l'année prochaine. Mais Gabrielle Génovésio, présidente de l'association des déportés, internés et résistants des Bouches-du-Rhône, n'a pas du tout apprécié la présence de représentants homosexuels. « Je ne suis pas homophobe mais notre association comprend des déportés, internés et résistants vivants alors que les homosexuels ne sont représentés que par leurs amis. Et par nature, ces personnes ne se reproduisent pas (*sic*). Ils n'ont pas de famille. » Et de préciser qu'elle ne participera pas à la cérémonie de l'année prochaine : « Ce monsieur [Christian de Leusse, le représentant de l'association] m'indispose. Je suis la plus gênée, alors je pars. » Eh bien, ce n'est pas nous qui irons la rechercher !

Poison pour tous

Paul François est devenu « malgré lui » le porte-drapeau des victimes des pesticides. Le céréalier charentais, gravement intoxiqué par un herbicide en 2004, est désormais en procédure judiciaire contre le géant chimique Monsanto. Une croisade imprévue pour cet enfant de l'agriculture intensive, qui juge pourtant aujourd'hui les pesticides comme « l'équivalent de l'amiante » en termes de santé publique.

PAVÉ D'ANAR

AVEC SABIA ET MAZOCH — KROKAGA



Défense de la police

La police, notre police, est une fois encore calomniée, et cette fois par une profession dont on aurait pu attendre plus de modération et de dignité : la profession d'avocat. Profitant du prétexte fallacieux des « gardes à vue », cette corporation s'en prend sournoisement à ce qui fonde la République dans ses valeurs et pratiques les plus sûres, la police.

Jetant une suspicion tout ce qu'il y a d'illégitime sur les représentants de l'ordre, les avocats souhaitent une présence plus importante de leur part, dès la première heure de la garde à vue… On croit rêver ! Veut-on rabaisser la France au rang de l'Espagne, pays où cette disposition existe déjà ? Les policiers sont fatigués et humiliés des propos tenus, en particulier par les avocats, sur les « gardes à vue », comme si celles-ci n'étaient pas une garantie pour les personnes arrêtées et donc sous protection de la police. En effet, les policiers en ont assez qu'on vienne leur donner des leçons sur leurs irréprochables faits et gestes.

D'ailleurs, le syndicat policier Synergie officiers a fort justement souligné, à propos de l'attaque perfide des avocats, qu'ils – les policiers – n'avaient pas « de leçons d'intégrité à recevoir de la part de commerciaux dont les compétences en matière pénale sont proportionnelles aux montants des honoraires perçus ». Comme chacun sait, ce sont les avocats – et ils ne s'en vantent pas – qui appliquent une « politique du chiffre », les policiers, eux, totalement étrangers à une telle politique, se contentant – en bons et loyaux fonctionnaires – d'appliquer des procédures servant uniquement l'intérêt public et établies par l'État républicain, n'hésitant pas à prendre des risques à l'égard des pouvoirs publics lorsque les droits des citoyens sont menacés.

Mais il y a plus grave : introduire l'avocat dans les commissariats, c'est accroître considérablement les risques d'incidents. On ne parle jamais de ces cas de bavures dans les cabinets d'avocats, de citoyens passés à tabac ou morts de manière suspecte, tombés de fenêtres ou ayant dégringolé – accidentellement ? – dans les escaliers. On ne parle jamais de ces conditions abjectes dans lesquelles sont reçus les citoyens dans des locaux dignes du Moyen Âge. Veut-on donc importer cette insécurité dans les commissariats de police, havres de paix, de confort et de sécurité pour les citoyens ? Sans parler des avocats qui, au volant de leurs bolides – achetés avec l'argent de leurs clients – renversent les jeunes et nient leurs responsabilités. Et que dire de la chasse aux « sans-papiers » organisée par des bandes d'avocats en robes, arrêtant, humiliant, séparant des familles entières au petit matin ?

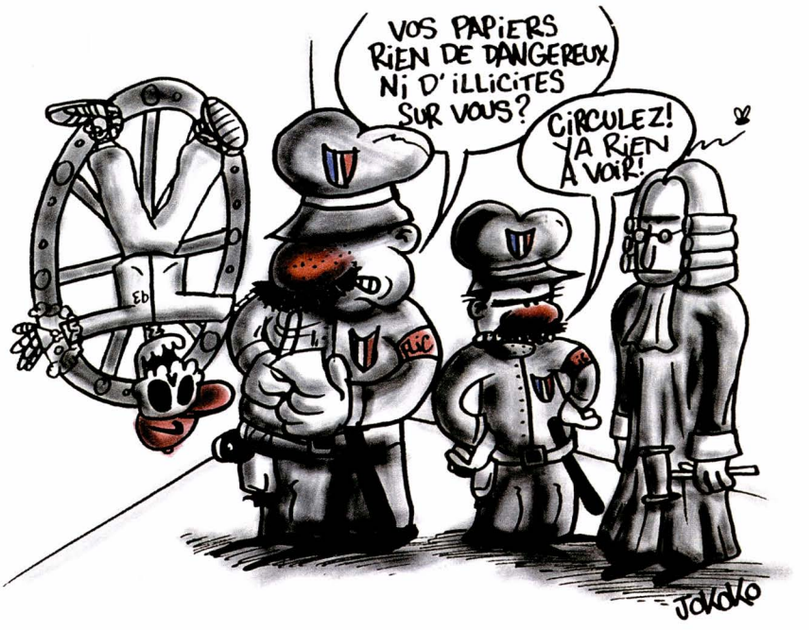
On ne peut que comprendre ce corps d'élite – la police – qui peut se prévaloir d'un passé sans tâche, aussi bien sous l'Occupation que pendant la guerre d'Algérie. Où étaient les avocats quand « on » arrêtait les Juifs en 1942 ou lorsqu'on massacrait les Algériens à Paris en 1961, alors que la police et la gendarmerie, sur le terrain – des photos et des documents l'attestent –, risquaient leur vie pour sauver des vies et protéger les honnêtes citoyens ? Où étaient ces « commerciaux » avides d'argent et d'honneurs, vendus à des causes louches et infâmes, quand police et gendarmerie donnaient une leçon de courage et d'abnégation en défendant les droits de l'homme et du citoyen ?

L'avocat dans le commissariat, c'est l'habilitation officielle de la délinquance, c'est la négation du travail de la police, c'est l'assurance du règne de l'impunité. Le policier dans le commissariat, c'est la garantie du règne de la justice, de la vérité et du droit. D'ailleurs, des policiers ne disent-ils pas « Avocat de voyous, donc voyou », faisant preuve par cette affirmation d'une pensée frappée du simple et sain bon sens ? Le code de déontologie de la police et l'affiche de la Déclaration des droits de l'homme dans les commissariats ne sont-ils pas des garanties suffisantes ? Une société sans avocats permettrait aux policiers d'avoir une action beaucoup plus efficace : arrêter, juger, condamner, exécuter… À quoi bon se compliquer la vie, allonger les procédures et dépenser en pure perte l'argent public pour ce qui est de la justice et utiliser l'argent des voyous et mauvais citoyens pour leur défense ?

Non, mille fois non, la police n'a à recevoir aucune leçon ; au contraire, elle doit être citée en exemple aux générations futures. L'extension de ses pouvoirs est une garantie de la paix publique, comme l'expérience actuelle le démontre… Ne vit-on pas aujourd'hui – il suffit de lire la presse – avec de plus en plus de sécurité ? La police c'est l'ordre, l'avocat le chaos !

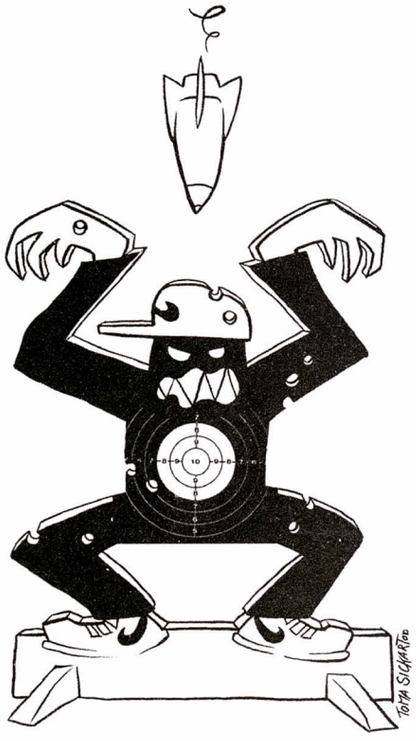
Circulez, y a rien à voir !

Patrick Mignard



Des villages « bidon »

pour des militaires en safari urbain



En 2004, le gouvernement français entamait la création du Cenzub (le Centre interarmes d'instruction au combat en zones urbaines), aboutissement d'un projet décidé en 1999. L'objectif? Entraîner 250 soldats – issus de tous les corps de l'armée française: terre, air, marine – à se battre dans les milieux urbains. Le coût de ce petit bijou guerrier? Plus de 80 millions d'euros. Son emplacement? Le camp militaire de Sissone, dans l'Aisne.

Ce Cenzub comprend deux villages: Beauséjour (notez, je vous prie, la façon avec laquelle ce nom traduit tout l'humour dont sont capables nos dirigeants et leurs petits chiens de garde militaires) et Jeoffrécourt. Le premier, Beauséjour, comporte 63 maisons (aux architectures très diverses), des rues de tout type (avenues, ruelles, impasses, etc.), des barricades (eh oui, en temps de révolte, c'est de coutume), un camping (vous verrez, dans *Camping 3*, Franck Dubosc jouera le rôle d'un dangereux guérillero anarchiste) et un bidonville (évidemment, c'est rarement les riches qui se révoltent!). Celui de Jeoffrécourt, lui, demeure à l'heure actuelle en cours de construction, celle-ci ayant débuté en 2008. Mais l'on sait déjà qu'il aura la taille d'une ville de plus de 5 000 habitants, avec tout ce qu'on y trouve ordinairement: des parkings, des centres commerciaux, des tours, des blocs, etc. Et on se demande seulement s'ils iront jusqu'à foutre des écoles maternelles!

En outre, 105 soldats y jouent le rôle des opposants aux unités qui y sont formées, en incarnant simultanément des soldats réguliers, des miliciens et des simples civils. Bref, ce Cenzub tend à reproduire avec exactitude toutes les situations possibles où pourraient se retrouver un jour ces superguerriers des villes et des villages, le but étant, évidemment, qu'ils en sortent victorieux. Et pour ce faire, toute sorte d'opérations y sont effectuées: du contrôle des foules aux raids blindés et aériens en passant par les affrontements dans les rues et les bâtiments.

Si les discours officiels des « sabre-peuple engalonés » affirment aujourd'hui que le projet du Cenzub est dû à l'augmentation actuelle du nombre de guerres urbaines dans le monde, il ne fait aucun doute qu'il vise aussi à apprendre à mater les soulèvements populaires contre l'ordre établi. D'autant que ces dernières années, les émeutes et les révoltes urbaines ont, la plupart du temps, largement débordé les forces de répression: à Seattle en 1999 (date à laquelle a d'ailleurs été décidée la création du Cenzub), dans les banlieues françaises en 2005, dans les villes grecques en 2008 et 2010, en Iran en 2009, dans généralement la plupart des contre-sommets politiques, etc. Ce n'est pas pour rien si les deux villages reproduisent des barricades dans leurs rues et si certains militaires jouent le rôle de civils armés. Le climat social monte un peu partout et les révoltes grondent à l'horizon. Nul doute qu'ils se préparent à les mater, y compris à grands coups de tanks et d'avions de chasse... Et, nous, en face, on fera quoi?

Guillaume Goutte
Groupe Idées noires
de la Fédération anarchiste

À la petite semaine

Mon ami Jean

Rendu inquiet par les derniers soubresauts de l'actualité, j'ai demandé à mon épouse, lorsqu'elle doit emprunter notre véhicule pour se rendre à ses réunions du NPA, de ne plus revêtir son *niqab* sur le trajet. Puisqu'il semble que la contestation d'un simple procès-verbal de contravention peut désormais diligenter une enquête de police sur le conjoint du contrevenant, je ne voudrais pas que ma vie de militant anarchiste tapi dans l'ombre – avec les multiples infractions à la loi qui vont de pair – soit étalée à la une des médias pour satisfaire les bas instincts d'un public lyncheur, et entretenir par là même un exécrable climat de peur et d'insécurité.

Respectueux, toutefois, de l'engagement politique de ma compagne, de ses convictions religieuses et de l'attachement à ses racines, je préfère qu'elle le revête uniquement en compagnie de ses camarades révolutionnaires, au moment où ils entonnent en chœur « ni dieu, ni césar, ni tribun » ou « du passé faisons table rase ».

Mon ami Jean, pourfendeur opiniâtre de la pensée binaire, comme le furent avant lui la plupart des compagnons qui nous aidèrent à réfléchir, me dit qu'il serait encore une fois ridicule de devoir choisir entre peste et choléra. Que les dérives policières ou xénophobes plus qu'évidentes d'un État enlisé dans une merde confessionnelle qu'il a lui-même grandement entretenue ne sauraient toutefois nous faire oublier ou abandonner un devoir d'anticléricalisme plus que jamais nécessaire. Que dénoncer ces réflexes autoritaires – en trouvant dans le même temps mille excuses ridicules aux manifestations croissantes de l'obscurantisme musulman – peut parfois procurer la douce sensation de se croire résistant sous l'Occupation en prétendant combattre un « État fasciste », quand on se transforme plus sûrement en porteur de valises, au mieux involontaire, de l'islamisme radical militant. Qu'il n'y a pas de « religion des pauvres », moins abrutissante ou plus compréhensible qu'une autre parce que d'origine immigrée. Qu'il est inutile de s'en référer à de grands principes s'il s'agit de les mettre au panier à la première occasion. Que c'est précisément dans les moments difficiles que ce recours se justifie pleinement.

Il est comme ça, Jean. Anti-étatiste et anticlérical. C'est bête, hein? Il a même trouvé une formule toute simple pour résumer cela: « Ni dieu ni maître ». Il pense que les anarchistes devraient se l'approprier...

Floréal

Du blé pour les céréaliers

Photothèque du mouvement social : phototheque.org

Jean-Pierre Tertrais

Dans le sillage des producteurs laitiers ces derniers mois, et parmi un cortège comportant plus de 1 500 tracteurs rutilants, ce sont plus de 11 000 agriculteurs qui ont défilé mardi à Paris à l'initiative des FRSEA de quatorze régions, et avec le soutien de la FNSEA. Il s'agit essentiellement de producteurs de « grandes cultures » (céréales, colza, tournesol).

Arguant du fait qu'en moyenne le monde agricole a vu ses revenus diminuer de 34 % en 2009 (baisse des cours et progression des frais), ils demandent un « allégement des lourdeurs administratives et des charges touchant l'environnement », exigent des « mesures immédiates de soutien du gouvernement », souhaitent « échapper aux fluctuations des prix mondiaux » et « profiter des nouvelles technologies ». Dans l'univers impitoyable de la concurrence mondiale, ils pleurent des aides à l'exportation pour écouler leurs produits – aux frais du contribuable et au détriment des paysanneries des pays pauvres. L'an dernier, une réforme intermédiaire s'était traduite par un premier recul des aides européennes distribuées aux céréaliers, au profit des éleveurs et des agriculteurs des zones de montagne. Faudrait-il donc sortir les mouchoirs ? On remarquera d'abord que lorsque les (gros) agriculteurs manifestent et bloquent autoroutes et capitale, il ne se trouve aucun ministre ou représentant de l'UMP pour vilipender ces « excités qui prennent en otage les pauvres citoyens ». Mais récapitulons surtout l'évolution de l'agriculture depuis les années 1960.

Une dynamique capitaliste sans limites

Lorsque de Gaulle revient au pouvoir en 1958, deux experts, L. Armand et J. Rueff, lui remettent un rapport jetant les bases d'une nouvelle expansion économique. Heureuse coïncidence : l'industrie aura besoin de plus en plus de main-d'œuvre, l'agriculture de moins en moins. Le rapport en question exprimait précisément que « le mécanisme des prix ne remplira son office dans le secteur agricole qu'en infligeant aux agriculteurs, presque en permanence, un niveau de vie sensiblement inférieur à celui des autres catégories de travailleurs » ! Le gouvernement a donc supprimé l'indexation des prix agricoles et ce, contrairement au traité de Rome qui exigeait la parité entre les prix agricoles et les prix industriels. Mais sus à l'intégrisme !

Bien entendu, éliminer des exploitations ne pouvait suffire : il fallait, comme aux États-Unis, favoriser la concentration. Un certain nombre d'outils performants vont donc être mis en place dans les années 1960 et 1970. Prix d'orientation, prix d'intervention, aides à l'exportation, primes et subventions diverses, prêts accordés à certains, refusés à d'autres. Remembrement – réaménagement foncier – autorisant tous les abus : pratiques de passe-droits, système de copinage, intimidation, partialité de la commission lors de litiges. Il s'agissait bien de privilégier ceux qui acceptaient de s'engouffrer dans la voie de la modernisation, de l'intensification, de la spécialisation, c'est-à-dire de se plier aux impératifs des sociétés multinationales. Le « système » ne pouvait que choyer ceux dont il avait besoin, en rendant les conditions de travail des autres de plus en plus difficiles. Le résultat est à la hauteur des ambitions : 2 300 000 exploitations en 1950, 1 600 000 en 1970, 1 200 000 en 1980, 960 000 en 1990, 700 000 en 2000, environ 400 000 aujourd'hui. Une élimination minutieusement programmée.

Il ne s'agit pas de nier les difficultés qui assaillent aujourd'hui une partie de ceux qui vivaient décemment jusqu'alors. Mais de démonter cette mécanique de concentration et d'élimination qui ne peut avoir d'autres limites que l'effondrement ou le renversement du système. De dénoncer le laxisme et même la complicité des pouvoirs publics qui ont permis aux moins scrupuleux de conquérir des parts de marché, pénalisant ceux qui respectaient naïvement la réglementation. Ceux qui prospéraient il y a dix, vingt ou trente ans se sont-ils interrogés sur le sort de ceux qu'ils voyaient souffrir ? Dans un panier

de crabes, ne survit que le plus fort. Quand, en février 1991, le rapport Mac Sharry propose de réduire peu à peu le soutien aux prix agricoles et aux exportations européennes pour les remplacer par une aide directe aux agriculteurs (cette aide aurait été plus forte pour les petits producteurs et les régions les plus pauvres), ce sont bien les plus gros exploitants qui sont montés au créneau pour défendre leur trésor de guerre ! Il serait délicieux de pouvoir continuer à profiter des bienfaits du capitalisme… sans en subir les conséquences logiques !

Soyons clairs : le revenu annuel moyen des producteurs céréaliers, entre 2003 et 2007, par agriculteur est de 44 000 euros en Ile-de-France, 46 400 en Champagne-Ardenne, 15 800 en Aquitaine, 15 400 en Midi-Pyrénées ! Il s'agit donc bien de défendre les revenus élevés des régions les plus riches, au détriment des zones les moins favorisées. Pendant longtemps, les céréaliers ont été les principaux bénéficiaires des aides : ils ont toujours refusé le partage, préférant les 4x4, les sports d'hiver et les placements boursiers.

Par ailleurs, le citoyen lambda sait-il que le prince Albert de Monaco reçoit une subvention de 253 000 euros de Bruxelles pour son soutien aux cultures propres et aux pratiques en faveur de l'environnement ? Désherbe-t-il le casino à la main ou au thermique ? Le même citoyen sait-il que les entreprises liées au sucre reçoivent plus de 160 millions d'euros ? Ou que le volailler Doux est le Français le mieux subventionné par Bruxelles, avec près de 63 millions d'euros, alors qu'il se développe en Amérique du Sud, réduisant les emplois en France ? Si ces chiffres, qui proviennent de la Confédération paysanne, ne suscitent pas la révolte, alors l'avenir de l'homme est derrière lui.

Il serait particulièrement instructif d'établir un bilan du patrimoine (terrains, maisons, résidences secondaires) et du train de vie des agri-managers qui absorbaient, chaque année, la moitié du budget européen, du temps où 80 % des subventions allaient aux 20 % les plus aisés. À tel point qu'un ancien ministre de l'Agriculture a pu dire : « La PAC consiste à donner une Cadillac à celui qui en a déjà une » ! Comme quoi, même un ministre peut comprendre ! Ceux qui plastronnent sur leurs tracteurs à 100 000 euros ont-ils la moindre pensée pour les saisonniers qu'ils exploitent lamentablement, pour les personnes âgées qui vont fouiller les poubelles pour manger, ou pour les travailleurs qui dorment dans leurs voitures ? Et quand un ministre rappelle que plus de 20 000 exploitants agricoles bénéficient du revenu de solidarité active, il oublie de préciser que ceux-là ne participaient pas à cette manifestation indécente.

La mafia FNSEA

Mais l'histoire ne se serait pas déroulée ainsi sans l'acharnement de la FNSEA. Née en 1946 dans la mouvance de l'extrême droite et du régime de Vichy sur le mythe de l'unité paysanne, la FNSEA a très vite adopté un fonctionnement « à la soviétique » : démagogie, mais surtout cynisme, intrigues, manipulations, chantages. Elle contrôle d'une poigne irrésistible toutes les structures liées au milieu : « coopératives », Mutualité sociale agricole, Groupama (assurances), Crédit agricole, chambres d'agriculture, Safer, instituts techniques spécialisés, conseils municipaux des communes rurales.

Cette fusion entre une organisation syndicale et le pouvoir politique proférant le même credo – le renard libre dans le poulailler libre – autorisait Luc Guyau, au moment de sa mise en examen, à déclarer : « Tout se faisait en toute transparence avec la tutelle des ministres. » La souplesse extrême du cadre légal rend parfaitement inutile le recours à l'illégalité ! À plusieurs reprises, la Cour des comptes avait dénoncé un dispositif dont la complexité ne servait qu'à masquer l'illégalité (sous-emploi des fonds recueillis, prises de décisions en l'absence de tout cadre juridique, opérations éloignées de l'intérêt général de la filière…).

C'est la toute-puissance de cette organisation mafieuse qui a relégué la lutte des classes au musée de l'histoire, qui a permis l'instauration d'un modèle unique de développement agricole utilisant la technique comme vecteur d'une idéologie totalitaire, entretenant une fuite en avant du productivisme qui conduira du veau aux hormones aux élevages hors-sol, et des farines animales aux OGM, renforçant la soumission constante des agriculteurs aux exigences des grandes firmes de l'agroalimentaire, de la chimie, de la pharmacie, des semences, de la grande distribution, et donc aux impératifs de la finance internationale. Il est proprement scandaleux qu'un prétendu syndicat ait permis de laminer des siècles d'efforts et de persévérance pour aboutir à un bilan catastrophique : disparition de millions d'agriculteurs, désertification du milieu rural, mal-être d'une profession, atteintes à la santé, malbouffe, dégradation des ressources en eau, perte de fertilité des sols, destruction des paysages bocagers, mainmise de quelques grandes firmes sur les réserves génétiques, dépendance accrue des pays pauvres…

À la conquête du pain

L'économie de marché a détourné l'agriculture de son but primitif qui est de nourrir l'homme, pour faire de ses produits des instruments de profits et de spéculation. L'industrie agroalimentaire est le troisième employeur dans l'Union européenne, et les exportations représentent 50 milliards d'euros par an. L'agriculture capitaliste a entretenu une illusion d'efficacité en reportant la plupart de ses coûts sur l'ensemble de la société, et plus particulièrement sur les générations futures. Il entre plus de calories dans l'agriculture qu'il n'en ressort. Sur le seul plan de l'alimentation mondiale, la situation est donc insoutenable.

Pendant que l'on repeint en vert dans l'hémisphère nord (engouement – encore minoritaire – pour les produits biologiques, légère remise en cause des traitements chimiques), les ravages se poursuivent au Sud, les pays pauvres sont spoliés de leurs terres arables, les peuples sont dépossédés de leur savoir-faire par la marchandisation du vivant. Face à une telle entreprise criminelle, faudrait-il continuer à croire à la farce électorale ? Faudrait-il se satisfaire d'une « politique publique ambitieuse de régulation des marchés et de maîtrise des volumes de production » ?

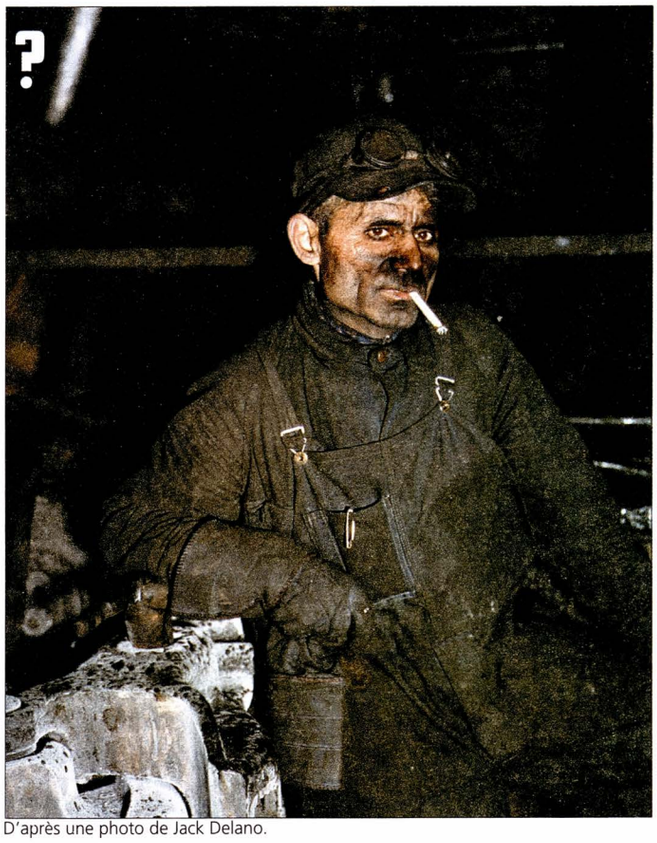
Un peu partout sur la planète, des populations refusent de courber plus longtemps l'échine, des résistances s'organisent, maintenant en vie l'espoir de construire une société plus juste, mais aussi plus durable. Amap, vente directe, circuits courts, groupements d'achats, coopératives de producteurs, magasins associatifs, fauchage d'OGM, jardins familiaux, occupations de parcelles, forage d'un puits, caisse de solidarité, minicentrale hydroélectrique, ferme de pisciculture, creusement ou réparation de canaux, etc. Pour que cette (re)naissance d'une conscience sociale collective conduise au renversement de tous les pouvoirs, il faut que ces initiatives convergent, qu'elles constituent une dynamique, une force sociale, un levier sur lequel d'autres pourront s'appuyer. Le fait que le système capitaliste s'essouffle, que même les premiers signes d'effondrement apparaissent, peut – doit – modifier des stratégies syndicales ou politiques ; il serait, par contre, dangereux de sous-estimer la volonté de répression de ceux qui le soutiendront jusqu'au terme de sa logique, face à ce qui peut le déstabiliser. Les grands fauves blessés sont toujours redoutables.

J.-P. T.

Photothèque du mouvement social : phototheque.org

Revaloriser le travail ?

Chiche !



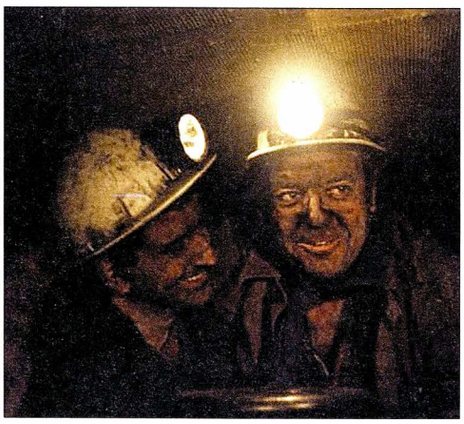
D'après une photo de Jack Delano.

Jacques Langlois

La valeur travail est la tarte à la crème du vieux libéralisme économique fondé par Smith et Ricardo. Marx reprend la valeur travail comme origine de tout (rentes, salaires, impôts, profits, loyers, etc.) à partir de la création de valeur par le seul travail. Il montre que le temps socialement nécessaire à l'entretien de la force de travail, c'est-à-dire le travail considéré comme une marchandise vendable sur un marché libre, comme valeur d'échange différente de sa valeur d'usage par le capitaliste, était par exemple de 4 heures par jour et que si le capitaliste avait le pouvoir (organisé par le droit bourgeois en sa faveur, d'où la notion de rapports de propriété) de faire travailler 8 heures, alors ces 4 heures de plus donnaient la plus-value en tant que surtravail extorqué par la force du capital en place et du droit illégitime en actualité de service. Cette analyse puissante, pratiquée par les capitalistes actuels qui ne se rendent même pas compte qu'ils la confirment, établit que ce qui intéresse les libéraux pratiques en économie, ce n'est pas la valeur morale et sociale du travail, encore moins la dignité des travailleurs, mais le temps d'activité pendant lequel on peut faire suer le burnous aux salariés et l'intensité avec laquelle on peut les faire turbiner. Quand Tsarkozy énonce qu'il faut « travailler plus pour gagner plus », cela signifie simplement qu'il faut que la durée du temps de travail augmente sur le jour, la semaine, le mois, l'année, la vie entière en obligeant à travailler plus longtemps.

Ce n'est pas le travail qui intéresse les libéraux, c'est le temps d'activité, c'est le temps extensif de sa durée combiné au temps intensif créé par les moyens d'une meilleure productivité. Et encore faut-il que ce temps d'activité soit flexible et variable en fonction du « carnet de commandes ». D'où les raffinements de la précarisation du travail par le temps partiel, l'intérim, les horaires flexibles, la saisonnalité de l'activité, les CDD, etc., qui montrent que ce qui compte ce n'est pas le travail ni les conditions de travail, mais la mise à disposition du temps de travail des salariés en fonction des aléas de la demande et des exigences de rentabilité à 15 % du capital investi. En fait, le capital s'intéresse surtout à la productivité horaire du travail (PIB divisé par le nombre d'heures travaillées, excellente en France) sans vraiment chercher à augmenter la population active puisqu'il suffit de faire suer davantage le burnous aux actifs en actualité de service pour élever la production sans rien payer, si possible, en plus. Et les socialos en toc comme Martine Aux Abris avaient subtilement négocié les 35 heures contre la possibilité offerte au patronat de rendre le travail plus intensif et plus flexible. D'où le cadeau tsarkozyen sous forme d'heures sup détaxées d'autant plus rentables que ladite productivité est élevée.

Le patronat et le pouvoir aiment tant le travail qu'ils s'échinent à minorer les chiffres du chômage et du sous-emploi. La France se réfère de plus en plus à la norme insensée du Bureau international du travail permettant, soi-disant, des comparaisons internationales : pour être chômeur, il faut être immédiatement disponible, ne pas avoir travaillé ne serait-ce qu'une heure dans la semaine précédente (un mois en France) et chercher un emploi à temps plein ! Cela minore drastiquement le chômage et surtout ne tient aucun



compte du sous-emploi et du statut des emplois, ni, donc, de la valeur des personnes et de leur dignité, ni de leur reconnaissance sociale.

Au surplus, le peu de considération que le libéralo-capitalisme a pour le travail est montré par sa comptabilité. Celle-ci ne le considère jamais comme un investissement ou un actif, mais comme une charge, comme un simple coût d'exploitation (de *profytation*, comme on dit désormais à la Guadeloupe). C'est très bizarre parce que, dans le même temps, a été pondue la théorie économique du « capital humain », dans laquelle les compétences, les connaissances, les potentiels des salariés sont entrevus comme « une ressource » à valoriser.

Les connaissances des employés sont considérées comme des « actifs », propriété de l'entreprise et non comme le résultat de la coopération des travailleurs de recherche ni comme un apanage du salarié créatif.

À quoi s'ajoute qu'à l'ère de « l'économie immatérielle », de la « connaissance », des brevets et autres droits de propriété intellectuelle, les connaissances et capacités des employés sont considérées comme des « actifs », propriétés de l'entreprise et non comme le résultat de la coopération des travailleurs de recherche ni comme un apanage du salarié créatif. Il devrait être clair, même pour un libéral, que l'innovation, le savoir, l'inventivité sont des productions collectives du travail socialisé, qui ne sauraient être brevetées au profit d'un seul bénéficiaire mais appartiennent à tout le monde dans leurs résultats. Or ce travail collectif et ce savoir commun sont privatisés par le néolibéralisme capitalisto-financier.

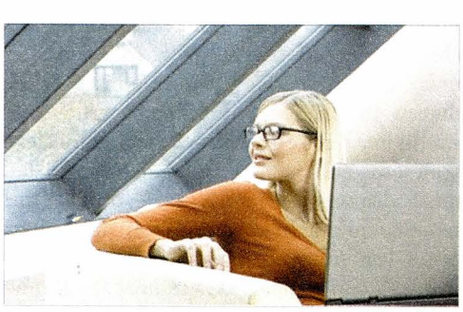
La considération actuelle des libéraux pour le travail et les travailleurs est telle que les moyens de la médecine du travail ont été divisés par deux sous Villepin : doublement du nombre des vacations par médecin et passage à une périodicité de deux ans des visites au lieu de la périodicité annuelle. On note aussi que depuis toujours, les médecins du travail sont soumis aux patrons par le biais de structures de prise en charge dans lesquelles les seconds assurent la plus grande part des pouvoirs. Ce qui explique, du reste, que certains patrons se soient mis dans la poche les subventions ou les financements de la médecine du travail. On rappelle aussi l'insuffisance radicale et organisée de l'Inspection du travail, dont on peut tirer les inspecteurs comme des lapins sans grande émotion des dirigeants de l'État, contrairement à la mort du moindre poulet de la maison Royco-Poulaga. On rappelle encore que les accidents du travail et les maladies professionnelles sont radicalement sous-évalués parce que les organismes patronaux, munis d'experts stipendiés, siègent dans les instances et les tribunaux de la Sécurité sociale, en face de fonctionnaires soit *compradores*, soit sans moyens. Et, en outre, Arachid Data a supprimé 44 tribunaux des affaires de sécurité sociale (Tass) sur 115 et 63 tribunaux de prud'hommes sur 271, alors que les délais de traitement des contentieux sont déjà exorbitants et que ces instances jugent des différends entre les petits et les gros. Cela améliorera sûrement la santé des travailleurs.

Le travail, du reste, n'est plus considéré comme une œuvre collective. Cela se voit dans la nouvelle réglementation du droit de grève dans les services publics : les grévistes doivent se déclarer individuellement en tant que grévistes, 48 heures à l'avance. Rappelons que pour Proudhon, le travail était forcément collectif, coordonné dans l'interdépendance et coopératif. Il n'était pas, non plus, qu'une activité de production ; il était « la force plastique de la société ». Il n'était pas qu'un acte productif ou une action productive. Il était en même temps, pour le salarié ou le collectif, une « œuvre » (comme l'a bien vu Hannah Arendt). Il était aussi « un mode universel d'enseignement » reliant spontanément la théorie et la pratique.

Le XXe siècle avait essayé de protéger le salariat en rééquilibrant les rapports de force de celui-ci avec le patronat. Le XXIe, devenu tsarkozyste, mais dans la filiation du prétendu fainéant Chirac qui avait déjà largement amorcé la pompe de la fin d'un droit du travail protecteur (notamment en faisant simplifier le Code du travail, ce qui a conduit à sa complexification et surtout à sortir du domaine de la loi, au profit du décret, la plupart des domaines de la protection du travailleur), continue de renvoyer le travail aux conditions du XIXe siècle. Ces choses-là laissent évidemment à penser que le travail n'a aucune valeur en dehors de l'activité économique, dans laquelle la nature ou la qualité du travail doit être réduite à sa plus simple expression, précarisée, flexibilisée pour cause de « valeur pour l'actionnaire ». Du reste, il aime tellement le travail qu'il l'a étendu au dimanche sous couvert de pseudo-volontariat et d'heures survalorisées (mais souvent non payées).

On note que depuis toujours, les médecins du travail sont soumis aux patrons, ainsi que l'insuffisance – radicale et organisée – de l'Inspection du travail.

Les libéraux aiment tant le travail en tant que valeur que ce qui est analysé et suivi dans les statistiques du chômage, ce n'est pas le travail mais l'emploi. C'est ainsi qu'un travail (un emploi) à temps partiel et/ou précaire est



Ce n'est pas le groupe au travail qui intéresse le capital, c'est la pression de conformité du groupe sur le « mauvais » travailleur.

compté comme un emploi à temps plein alors que la moindre honnêteté statistique voudrait qu'un mi-temps soit compté comme un demi-emploi de façon à comptabiliser les prétendus emplois en équivalents emplois à plein temps. Il est clair que les libéraux ne s'intéressent pas au contenu ou au mode de travail (partiel, épisodique, précaire) mais au nombre d'emplois, fussent-ils parfaitement spoliateurs et déqualifiés. Par exemple, en France, les emplois de service à la personne ont été magistralement transformés en rapports de prestation contractuelle individualisée et libérale entre un patron (un ménage ou une structure) et un employé (travaillant en moyenne 10 heures par semaine) via le chèque emploi-service (devenu le chèque-emploi de service universel ou cesu), alors qu'il aurait fallu, pour échapper à la logique libérale, ne permettre l'usage de cette « force de travail » que dans le cadre d'organismes prestataires institués et d'un statut officiel des salariés. Enfin, pour couronner le tout, les services à la personne font l'objet d'une niche fiscale…

Dans une société n'obéissant qu'à la logique du profit, il est clair que le travail ne peut pas être reconnu ; ce qui est admiré, c'est le prétendu mérite personnel.

Soi-disant libres d'organiser leur travail, les cadres sont tenus en laisse par les techniques modernes, téléphones et ordinateurs portables, et par les horaires journaliers. Le cadre est soumis à des exigences de rendement, via des objectifs qui lui sont imposés sous couvert de négociation de gré à gré, qui le transforment en prisonnier du boulot à toute heure. Le salarié lambda est, lui, mis sous tutelle de groupe de groupes de travail autonomes ou semi-autonomes, de groupes d'expression où les déviants sont rapidement dénoncés et exclus. Ce n'est pas le groupe au travail qui intéresse le capital, c'est la pression de conformité du groupe sur le « mauvais » travailleur. Conformément aux positions des libéraux pratiques du XIXe siècle, qui avaient vu dans le contrôle mutuel et l'espionnage des uns par les autres le meilleur moyen de la pacification sociale. Là encore, ce qui intéresse le capital, ce n'est pas la valeur du travail mais ce que les activités peuvent procurer comme valeur supplémentaire pour l'actionnaire. Tant pis si les externalités négatives sur la santé de cette pression sont niées par la médecine du travail inféodée et payée par la collectivité. Il est clair que le travail est redevenu une marchandise comme les autres. Il n'a pas de valeur morale ou de valeur d'épanouissement personnel, ou de coopération et de solidarité entre travailleurs. Il n'est que résultats financiers valorisés par la bourse ; il n'est que variable d'ajustement pour maximiser la « valeur pour l'actionnaire ».

Le travail, la valeur du travail, les libéraux modernes n'ont que cela à leur bouche manipulatrice. On vient de voir quelle considération ils lui accordent. Chez Proudhon, le travail est d'abord un vecteur d'épanouissement et de réalisation des capacités des travailleurs. Les milieux de travail sont les lieux où chacun peut développer ses compétences pour pouvoir, s'il en a les capacités, accéder aux plus hauts grades de l'organisation. Le travail est le moyen principal de la réalisation de la personnalité à condition qu'il soit correctement organisé et permette la promotion sociale et la formation professionnelle continue, à condition qu'il soit effectué dans une organisation coopérative et solidaire. C'est aussi un ressort d'acquisition de la morale de la solidarité et de la justice au sein même des collectifs où se développent les relations de travail. C'est en même temps l'origine de la valeur des biens et services. J'ai dit l'origine, je devrais dire seulement l'origine.

Ainsi, le travail ne saurait être seulement un moyen ou une ressource. C'est le fer de lance de l'implication de chacun dans le processus de production, à condition qu'il y soit considéré comme une personne ayant sa dignité à respecter et non, comme on dit aujourd'hui, « une ressource humaine ». Car le travail, avant tout, est un système de relations sociales où normalement chacun a sa place, à condition évidemment qu'il soit organisé sur la base de la coopération dans l'interdépendance réciproque et la valorisation des tâches de tout un chacun. Dans une société n'obéissant qu'à la logique du profit, fondée sur la compétition et la seule réussite individuelle, il est clair que le travail ne peut pas être reconnu ; ce qui est admiré, ce sont les signes du prétendu mérite personnel, alors que, naturellement, personne ne peut réussir sans la coopération des autres ou sans vol pur et simple des fruits de cette coopération de fait.

Toutes les enquêtes montrent que le travail demeure une des valeurs principales comme réalisation de soi, espace de relations avec les autres et signe d'insertion sociale. Cependant, les tenants de la thèse de la disparition du travail ont involontairement raison : le travail, comme décrit *supra*, n'existe plus chez les libéraux pratiques ; il a été réduit à un temps d'activité, le plus élevé et le plus flexible possible pour créer non pas des valeurs de cohésion sociale, mais de la valeur pour l'actionnaire et des commissions occultes pour les politiciens et les journalistes conformes et bien méritants.

J. L.

Alméria

Le SOC-SAT[1] **sort « peu convaincu »** de sa réunion avec le sous-délégué du gouvernement d'Alméria. Spitou Mendy, représentant du SOC-SAT d'Alméria, déclare qu'il ne veut pas d'un « nouvel El Ejido 2000[2] ».

Le SOC-SAT a participé ce lundi 19 avril 2010 à une réunion avec le sous-délégué du gouvernement Andrès Heras, à laquelle assistaient Diego Canamero, porte-parole national du SAT, Maria Garcia, du SOC-SAT de Séville, le parlementaire Juan Manuel Sanchez Gordillo et un représentant du Collectif des immigrés d'Alméria.

Spitou Mendy, porte-parole du SOC-SAT de la province, affirme qu'ils sortent de cette rencontre avec beaucoup de « promesses » mais « peu convaincus » de l'engagement de la sous-délégation.

Il a été transmis à Andrès Heras les plaintes relatives à divers problèmes, bien que d'après Mendy, dans tous les cas, la réponse a été que la sous-délégation n'est pas compétente, ou qu'elle ne fait qu'appliquer ce que prévoit la législation en vigueur dans l'État espagnol. Mendy déclare : « Ils ne nous ont pas donné de solutions, mais juste des promesses ; ils ne peuvent pas se réfugier derrière la loi, si c'est ainsi, la loi n'est pas humaine et nous ne pouvons pas continuer de cette manière. »

La première question traitée a été le refus de délivrer des visas pour les cas de regroupement familial, dû à la politique menée par les consulats espagnols dans les autres pays. Un des exemples cités est celui de Bougataya Fatna, une émigrée malade du cœur, qui vit depuis neuf ans en Espagne, avec des papiers en règle depuis 2005. Elle s'est mariée en 2007 au Maroc et a sollicité le regroupement familial ; le service des Affaires étrangères d'Alméria a donné un avis favorable, mais le consulat espagnol à Rabat refuse de délivrer le visa à son mari.

Les filles de Mendy lui-même sont concernées par un problème similaire.

Selon le porte-parole de SOC-SAT, le sous-délégué a déclaré que la procédure en vigueur suit son cours, et qu'il n'a pas de compétence au-delà de celle exercée par la sous-délégation, bien que Mendy soutienne que cette institution pourrait donner des papiers à ces personnes pour « raison humanitaire ».

Quant au délai de renouvellement des autorisations de résidence, et à la divulgation des informations de l'insertion sociale par les mairies, Heras aurait proposé de discuter avec les organismes locaux afin qu'ils améliorent la gestion de ces problèmes ; mais, toujours d'après Mendy, il a rappelé récemment que c'est une question qui concerne exclusivement les conseils municipaux.

Le SOC-SAT a demandé de la « compréhension » face à ce thème, en raison du manque d'offres de travail provoqué par la crise, qui fait que les travailleurs (immigrés) n'atteignent pas le minimum de jours cotisés leur permettant d'obtenir le renouvellement de leur permis de séjour.

La sous-délégation, dit Mendy, a assuré qu'il était fait usage de souplesse pour les immigrés, bien que le SOC-SAT déclare « qu'ils donnent des chiffres que nous ne possédons pas, ce qui nous empêche de les contester ».

D'autres accusations du SOC-SAT concernent les comportements policiers « injustes » lors des contrôles d'identité des immigrés effectués sur la voie publique, qui aboutissent souvent à des détentions préventives, et qui, si une personne n'a pas de permis de séjour valide, peuvent se terminer par une expulsion prioritaire, bien que la législation admette uniquement cette mesure comme exceptionnelle et non comme habituelle, nous dit Mendy.

Heras aurait demandé aux immigrés de signaler systématiquement ces cas et de les dénoncer lorsqu'ils en ont connaissance, bien que Mendy rétorque que ceci ne soit pas toujours possible, dans les cas où ils ne savent pas parler espagnol et/ou il n'y a pas de témoins. Mendy insiste sur le fait qu'il existe un important « harcèlement policier » contre cette communauté.

Par ailleurs, Mendy a renouvelé les accusations au sujet de l'exploitation des travailleurs immigrés – salaires impayés et conditions de travail précaires –, ce qui nécessite une augmentation des interventions de l'inspection du travail.

Mendy pense que ce problème, ajouté à une « crispation sociale », ainsi qu'à une « manipulation d'en haut pour faire paraître l'immigré comme l'ennemi du pays », peut causer dans un proche avenir divers conflits. « Nous ne voulons pas qu'El Ejido 2000 se répète dans la province », dit Mendy.

Pour cette raison, la manifestation prévue le 1er mai dans les rues de San Isidro Nijar est maintenue.

Article publié le 23 avril 2010 par teleprensa-es, premier journal en ligne d'Alméria.

Traduit de l'espagnol par Ramon Pino
Groupe Pierre-Besnard

---

1. Fusion de deux syndicats : Syndicat des ouvriers de la campagne et Syndicat andalou des travailleurs fondé en 2007 et pratiquant également l'action directe.

2. Les 5, 6, et 7 février 2000, la population de la ville andalouse d'El Ejido se livre à une véritable « ratonnade » à l'encontre de la communauté immigrée. Bilan : une soixantaine de blessés, destructions de logements, attaques d'organisations civiques. Pas de réaction de la police pendant ces trois jours d'émeutes racistes, aucune arrestation, aucune excuse officielle !

Camus, l'intouchable ?

Camus, le « très polémiqué »

Albert Camus a le vent en poupe. Les anarchistes ont créé plusieurs événements autour de l'ouvrage *Albert Camus et les libertaires*, paru récemment, grâce à Lou Marin, aux éditions Égrégores. Aujourd'hui paraît *Camus l'intouchable*, de Jean-Luc Moreau. Quel rapport entre ces deux ouvrages ? Si le premier retrace les nombreuses interventions d'Albert Camus aux côtés des anarchistes, ces dernières n'aidèrent pas vraiment à apaiser les critiques, sujet longuement abordé dans le second. En effet, la polémique fut la compagne de route de Camus tout au long de sa courte vie (1913-1960), qu'elle s'adresse au journaliste engagé ou à l'auteur qui terminera prix Nobel de littérature.

L'histoire n'a retenu que la rupture entre Camus et Sartre, suite à un article très critique écrit par un journaliste sur *L'Homme révolté* et paru dans *Les Temps modernes*. Mais, Jean-Luc Moreau nous rappelle à juste titre que la rupture fut précédée de deux autres critiques, portées par André Breton et l'anarchiste Gaston Leval. Viendront ensuite d'autres polémiques, issues de personnages aussi divers que Georges Bataille, Roland Barthes ou encore Raymond Guérin. Pour Jean-Luc Moreau, « il serait incompréhensible qu'on continue à ne pas prendre en compte ces critiques : ce serait vraisemblablement une faute de les exclure du champ de réflexion actuel sur Camus, dont la perspective devrait être de le rendre à lui-même, de le désenclaver de son mythe ». On ne peut que l'en remercier.

Breton/Camus

La première de ces polémiques éclate tandis que Breton réagit à un article publié par *Les Cahiers du Sud* reproduisant un chapitre de *L'Homme révolté*, intitulé « Lautréamont et la banalité ». Sous ce titre provocateur, Camus veut en fait s'opposer à tout un travail d'approfondissement, d'interprétation des œuvres de Lautréamont pour s'en tenir à une « lecture primaire * » et incite les autres à s'y cantonner… Quand on sait que Breton, qui a déjà eu auparavant des mots avec Camus, cite Lautréamont, Arthur Rimbaud et Guillaume Apollinaire comme les trois précurseurs des surréalistes, on se doute alors de sa réaction…

De joute en joute, Breton reprend quelques phrases de Camus dans *L'Homme révolté* qu'il juge proches de la diffamation, comme celle-ci : « Les surréalistes ont parlé du suicide comme d'une solution et y poussent leurs adeptes, mais pourquoi n'en ont-ils pas donné l'exemple eux-mêmes ? » Il est vrai que la phrase de Camus a quelque chose de détestable parce que, selon Jean-Luc Moreau, « elle se sert de la vérité formelle d'une assertion pour en tirer une affirmation diffamatoire en jouant sur les mots. On sait ce que cela donne dans certains interrogatoires. À suivre de près Breton dans ses réponses, on s'étonne de le trouver parfois en deçà de ce qu'il pourrait rétorquer ». La bataille sera rude et passera par des gentillesses du style : « M. Breton a son importance, mais il n'est pas immense. » Ambiance ! Les contre-attaques ne proviendront pas du seul André Breton, comme l'indique un autre chapitre de l'ouvrage de Jean-Luc Moreau, « Le Soleil Noir et la révolte en question », qui met en lumière une autre polémique, celle-ci menée par Jean Grenier contre Albert Camus.

Camus/Leval

L'Homme révolté sera également attaqué par l'anarchiste Gaston Leval et ceci dans quatre articles parus dans *Le Libertaire* en mars et avril 1952, sous le titre « Bakounine et *L'Homme révolté* d'Albert Camus ». Leval y conteste la vision trop négative de Bakounine qu'il a découverte dans le roman. Il la trouve si étonnante, si « inimaginable » qu'il lui faut croire à un malentendu, et à un malentendu de taille, puisque Camus est justement pour lui « bakouninien sans le savoir ». Camus maintiendra néanmoins son point de vue sur le révolutionnaire russe, mais placera en revanche, sans ambiguïté, son essai sous le signe de la pensée libertaire qu'il promeut sans réserve. C'est là, selon Jean-Luc Moreau, une indication sur la signification réelle de son livre… Les critiques ne l'ont que peu reprise, mais il est vrai qu'il ne l'a délivrée avec autant de fermeté qu'auprès de ceux dont il n'a pas à craindre d'être incompris.

Pour Gaston Leval, il ne s'agit pas d'attaquer Camus dans *Le Libertaire*, mais de défendre Bakounine et le manque de rigueur de l'écrivain qui n'a pas suffisamment vérifié ses sources. Les reproches finiront par un retentissant « Albert Camus, qu'avez-vous lu de Bakounine ? En votre âme et conscience, répondez-vous à vous-même avec votre droiture et cette sincérité que vous exigez des autres ». Ce chapitre est particulièrement à recommander à nos lecteurs spécialistes de Bakounine, admirateurs de Gaston Leval, comme d'ailleurs d'Albert Camus…

Bataille/Camus

La polémique soulevée par Georges Bataille a pour Jean-Luc Moreau une tout autre origine : « Bataille ne nous intéresse pas dans cet ouvrage pour s'être frontalement attaqué à

Jean-Luc Moreau, *Camus l'intouchable*, éditions Écriture, 18,95 euros. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Camus, mais tout au contraire pour l'avoir défendu. Reprenant la controverse entre Breton et Camus, il analyse les arguments de l'un et de l'autre, distribue les bons et les mauvais points, s'attribue une position d'arbitre, ce qui lui donne une stature idéale pour exposer ses propres convictions. » Et Moreau de nous prévenir sur le sens à donner à ce chapitre : « Nous devons nous souvenir que Bataille a adopté une position stratégique de défense de Camus qui l'oblige à quelque mansuétude, voire des accommodements. »

Camus/Barthes/Guérin

La naissance de la polémique entre Roland Barthes et Albert Camus est expliquée ainsi : « Si *L'Étranger* a établi un tel lien entre Barthes et Camus, *La Peste* l'a rompu. » Dans ce chapitre passionnant, on aperçoit nettement la distance qui peut séparer Roland Barthes le critique d'Albert Camus écrivain. Barthes est déçu par *La Peste*, qui est « la révélation publique de l'écart entre ce que l'auteur prétend avoir voulu faire, l'analyse d'une épidémie et ce qu'il a réellement fait : un roman de la solitude ». La question évoquée n'est plus celle du style, mais celle du roman, comme genre et, dans le début de son article polémique, Barthes de rappeler que « *La Peste* n'est pas un roman, mais une chronique ».

Mais, si l'auteur du *Degré zéro de l'écriture* tique sur la morale introduite, selon lui, contre toutes les règles dans la chronique, il admet ne pouvoir trouver cette morale cohérente, voire justifiée au sein même de l'œuvre. Barthes est encore déçu par *La Peste*, parce que dans cette chronique « la tragédie avorte sans cesse et que l'épidémie ne produit pas la purification spectaculaire propre au tragique ». Et c'est en quoi « la morale – déterminant le choix de la chronique – a été choisie aux dépens de la métaphysique qui aurait conduit à un roman n'évacuant pas le tragique ». Jean-Luc Moreau regrette que Roland Barthes ne développe davantage, car il rejoint là la critique la plus forte, peut-être, qu'on ait faite à l'œuvre d'Albert Camus, du moins à certains de ses livres (*Le Mythe de Sisyphe*, *L'Homme révolté* et *La Peste*) : commencer par une prise de position métaphysique (l'absurde), l'abandonner plus ou moins insensiblement par la suite, pour en fin de compte tomber dans la morale…

Enfin, dans ses *Humeurs*, Raymond Guérin s'en prend peut-être moins à Camus qu'au public « moutonnier » l'ayant, selon lui, glorifié d'une manière abusive et rendu par là même intouchable… C'est toute la problématique portée par cet ouvrage un peu élitiste, mais incontournable pour les amateurs d'Albert Camus et ses polémistes…

Patrick Schindler
Groupe Claaaaaash

---

*. Il faudra attendre 1987 pour que Le Clézio dépasse même la provocation de Camus en soulignant que dans *Les Chants de Maldoror*, « le fabuleux est conduit à son extrême, c'est-à-dire à l'absurde ».

Encore un incroyant

Nous avons déjà présenté ici le tome 1 des *Chroniques d'un incroyant* de Bruno Alexandre. En s'attaquant au dogme de l'Immaculée Conception, l'auteur enfonce le clou.

Dans un premier volume, Bruno Alexandre revenait sur la genèse sanguinaire des trois religions monothéistes et sur la notion de blasphème. En lisant le Coran ou la Bible, livres de référence pour les musulmans, les chrétiens et les juifs, on tombait sur des pages monstrueuses de cruauté, des chapelets de massacres et des litanies criminelles. Pas une religion pour sauver l'autre. Toutes à mettre dans le même sac et à jeter dans un puits profond. Ni cathédrale, ni mosquée, ni synagogue, ni temple, nom de Dieu !

Bruno Alexandre poursuit sur sa lancée et met cette fois à mort le dogme de l'Immaculée Conception tout en démontrant la faillite de l'explication religieuse du mal. C'est notamment l'occasion de corriger une erreur souvent commise chez les mécréants comme chez les croyants. Le dogme de l'Immaculée Conception est souvent confondu avec la maternité virginale de Marie. Fausse route ! En vérité, il s'agit d'un dogme imaginé par Pie IX en 1854, soit plus de 1800 ans après les supposés faits…

Plus fort que fort, ce dogme prétend que Marie est totalement sainte parce qu'elle n'a pas été souillée par le péché originel au moment de sa conception. Pie IX, qui est aussi à l'origine du dogme de l'infaillibilité pontificale, n'était pas à une connerie près. Un délire contagieux et durable. Eugenio Sales, archevêque de Rio de Janeiro, ne disait-il pas : « Je préfère être dans l'erreur avec le pape que dans la vérité contre lui. »

Un an après le bicentenaire de la naissance de Charles Darwin (1809-1882), l'homme qui publia *L'Origine des espèces*, en 1859, il faut lire ces chroniques athées lumineuses et très documentées qui hachent menu les salades théologiques.

Paco

Bruno Alexandre,
Chroniques d'un incroyant, tome 2,
éditions Libertaires,
138 pages, 10 euros.

Les belles âneries

La légitimité de la fonction professionnelle peut apporter une condescendance de l'esprit vis-à-vis de ses propres facultés, et masquer les égarements ou les insuffisances de notre valeur à discerner les vrais problèmes. À cet égard, on a pu constater, par exemple dans l'histoire musicale, que certains musiciens étaient d'excellents professeurs mais se révélaient mauvais interprètes. Il en est de même en littérature ou en peinture. Aujourd'hui, on est en présence d'un phénomène autrement plus généralisé qui fait que le peu de notoriété ou de notabilité acquis, on se fait un devoir d'écrire un livre. La tendance actuelle est davantage celle de l'autobiographie, même si certains se laissent aller à croire qu'ils sont les nouveaux penseurs de la société actuelle. Certains philosophes également flirtent avec cette gloire instantanée tel l'expresso bu sur le comptoir du dernier bistrot !

L'auteur de ce livre en recèle les caractères : professeur de philosophie, puis maître de conférence à Science-Po Paris, enfin directeur d'un institut d'études de marché et d'opinion. Il a bonne grâce, en fin de pages, de remercier ses aides, lesquels, trop amis pour être honnêtes, ne l'ont pas découragé dans cette entreprise. De même, prie-t-il ses lecteurs de l'excuser « si ce livre pèche dans sa forme et dans son fond, nul autre que [lui-même] n'est à blâmer » ! Le lecteur n'aurait-il pas su lire le nom sur la page de garde, qu'il serait allé trouver monsieur Pingouin ou madame Cigogne pour, à l'un ou à l'autre, signifier les erreurs constatées dans ce livre ?! C'est, comme on dit, pousser à l'extrême sa responsabilité alors que tout concourt pour que le malfaiteur soit clairement identifié ! *Le Complexe d'Arlequin* reprend donc le thème de l'inconstance, à partir de la pièce *La Double Inconstance* de Marivaux, sans qu'il soit bien certain que l'auteur de cette pièce ait voulu en faire une démonstration générale ! Le thème de l'amour est toujours porteur d'infidélité, de passion, de trahison, etc. Mais soit, acceptons-en l'idée..., comme celle de la « flânerie marchande » au cœur de Camden Town à Londres. Ces deux exemples servent donc de socle à l'éloge de l'inconstance, puisque l'auteur souhaite « plaider pour tous ces mauvais sujets des temps modernes que sont les consommateurs, les téléspectateurs, les utilisateurs de téléphone portable et les électeurs négligents ». La conclusion est encore plus édifiante puisque « s'il fut jamais une époque propice à ce que se nouent des liens sociaux nombreux, c'est bien la nôtre. Arlequin n'est pas la ruine de notre civilisation démocratique, il en est au contraire la condition... Arlequin est celui qui en cessant de vouloir transformer le monde, s'est rendu capable de donner à sa vie des formes toujours plus diverses. En quoi consiste précisément notre liberté ». Voilà pour la conclusion ! Alors que s'est-il passé entre le début et la fin de ce livre ? Rien ou à peu près, en ce sens que lorsqu'Arlequin regarde la télévision, « l'examen des faits montre que l'attitude du téléspectateur réel, muni d'une télécommande, est assez éloignée de la passivité qu'on lui prête. [Car] regarder la télévision, ce n'est pas subir les jeux, les variétés... C'est aussi vouloir s'informer, désirer se distraire, souhaiter se cultiver, voire aspirer à se divertir d'une angoisse ». Si ma mémoire ne me trahit pas, Pierre Bourdieu avait écrit un petit livre sur la télévision, où il démontrait justement la passivité du téléspectateur. Après la télévision, Arlequin s'en va faire son marché où tant et tant de choses lui sont proposées que « plus encore qu'avec les choses de l'amour, c'est avec le marché qu'il a trouvé son terrain de jeux ». (Remarquons l'étonnant rapprochement entre l'amour et les salades ou les pommes de terre...) Mais le cynisme va plus loin puisque « à l'horreur économique qui régnerait sur le monde du travail et réduirait l'individu à l'état de simple objet exploitable et jetable après usage, ferait écho du côté de la consommation une entreprise généralisée de confiscation et de manipulation de ses désirs pour les réduire à n'être plus que ce clown inconstant perdu dans les rayons des soldes » ! Sans doute, monsieur Achache ignore-t-il tout du chômage, du travail des enfants, des suicides, pour parler au conditionnel !? Pour être clair, insiste notre auteur, « l'adhésion d'Arlequin à la culture du marché ne se réduit pas au seul calcul rationnel de l'agent économique, il en veut également pour son imagination » ! Dans son livre *Les Paradoxes de la postmodernité*, Claude Javeau rappelle que « le capitalisme moderne produit la standardisation et la similarité des conduites dans la vie sociale, et entraîne la destruction des différences de diverses natures ».

« Arlequin aime les belles choses », et pour étayer sa démonstration, notre éminent écrivain compare « le poète inspiré et le DJ », non sans vanter les mérites de l'iPod ! Sans doute Arlequin n'a-t-il pas lu de la poésie depuis plusieurs siècles pour parler de « poète inspiré », mais je le renvoie à deux ouvrages simples et transparents, celui de Pierre Reverdy, *Cette émotion appelée poésie*, et celui de François Cheng, *Cinq méditations sur la beauté*. Quant au dernier domaine abordé, la politique, il est symbolisé par l'isoloir qui « permet à l'électeur de se hisser au niveau de généralité et d'universalité qu'exigent le bien commun et l'intérêt général » ! Octave Mirbeau ne doit pas en croire ses os de recevoir l'écho de telles âneries... Bien entendu, ces quelques lignes ne reprennent pas l'essentiel, ni même les traits les plus significatifs de ce livre, elles se veulent le témoignage de la médiocrité qui sévit actuellement et de l'incompréhension qui se fait jour lorsque des personnes, en apparence instruites, veulent exercer un métier – car celui d'écrire en est un.

Jean-Michel Bongiraud

Gilles Achache,
Le Complexe d'Arlequin.
Éloge de l'inconstance,
Grasset.

Oaxaca

Communiqué de Vocal (Voix oaxaquenienne construisant l'autonomie et la liberté) au sujet de l'agression armée contre la caravane de soutien et de solidarité avec la municipalité de San Juan Copala, Oaxaca (Mexique).

Oaxaca de Juarez, le 27 avril 2010

Aux médias,
Aux peuples du Mexique,
Aux peuples du monde,
Aux peuples de Oaxaca

Contexte

Depuis hier, une annonce a été envoyée aux médias à propos d'une caravane en solidarité avec la région Triqui, dans notre État de Oaxaca. Les participants à la caravane sont des membres de l'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca (Appo), la section 22 du syndicat des professeurs, Voix oaxaquenienne construisant l'autonomie et la liberté (Vocal), des membres de Mult-I (Mouvement indépendant d'unification et de luttes Triqui), ainsi que des observateurs internationaux.

Tel que prévu et annoncé, la caravane a quitté la ville de Huajuapan de Leon, État d'Oaxaca, à 11 heures, le 27 avril 2010, avec l'objectif de briser le siège dans la communauté autonome Triqui, une conséquence de la répression paramilitaire et étatique du processus d'autonomie qui est en train d'être construit par cette communauté. De violentes attaques paramilitaires ont eu lieu à plusieurs reprises durant le processus d'autonomie de San Juan Copala ; elles ont été menées par l'organisation paramilitaire Ubisort (Union pour le bien-être social de la région Triqui), qui est actuellement présidée par Rufino Juarez Hernandez et le Mult (Mouvement d'unification et de lutte Triqui).

Avant le départ de la caravane, le président autonome de San Juan Copala, Jesus Martinez Flurez, a déclaré tenir pour responsables de quelque agression que ce soit Evencio Nicolas Martinez, procureur général de l'État, Jorge Franco Vargas « el Chucky », secrétaire du gouverneur de l'État, et Carlos Martinez, candidat du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) aux législatives. Il a également exigé qu'Ubisort et Mult agissent avec responsabilité et sérieux dans les pourparlers de paix avec le peuple Triqui.

Les faits

Une centaine de kilomètres avant d'arriver à La Sabane, la route était bloquée avec des pierres et c'est à cet endroit que débuta la lâche agression avec des armes à feu (dont le calibre est à ce jour inconnu), perpétrée par environ quinze paramilitaires au service du gouvernement de l'assassin Ulises Ruiz Ortiz. L'agression a détruit les véhicules, blessé une camarade et on compte deux personnes décédées.

Durant l'attaque, quelques camarades se sont enfuis en courant vers les montages et l'endroit où ils se trouvent actuellement est inconnu ; nous sommes préoccupés par le fait qu'ils auraient pu être capturés par les paramilitaires. Les camarades qui en ce moment sont portés « disparus » sont Noe Bautista Jimenez, David Venegas Reyes et Daniel Arellano Chavez, tous membres de Vocal.

Malheureusement, selon les informations actuelles, nous apprenons que deux camarades ont perdu la vie durant cette attaque paramilitaire. Il s'agit de Beatriz Alberta Carino Trujillo, membre de Cactus, et Tyri Antero Jaakkola, observateur international originaire de Finlande. Ils ont été tués par des tirs d'arme à feu.

Durant les événements, Monica Citlali Santiago Ortiz a été blessée au dos par un tir d'arme à feu et a été conduite à Juxtlahuaca pour y recevoir des soins.

Ceux et celles qui demeurèrent sur les lieux de l'agression durent descendre de leurs véhicules et furent emmenés en bas de la montagne pour être interrogés ; quelques-uns furent menacés de morts avant d'être relâchés sur l'autoroute. Rubèn Valencia Nuñez, membre de Vocal a été détenu par les paramilitaires qui lui ont retiré sa carte d'électeur, son téléphone portable et il a été menacé de mort, avant d'être relâché.

Une ambulance est arrivée sur les lieux afin de dispenser des soins aux blessés, mais il a été également ouvert le feu lâchement sur le véhicule qui a été contraint de quitter les lieux. Au moment de sa fuite, les ambulanciers ont trouvé une camarade blessée à qui ils ont pu dispenser des soins et à qui ils ont confirmé le décès des personnes mentionnées ci-dessus.

À cause de la confusion et de l'incertitude quant aux faits, l'endroit où se trouvent les compagnons mentionnés précédemment, de même que leur condition physique et psychologique, sont inconnues.

Nous dénonçons avec force

Nous dénonçons le fait que cette attaque armée est le produit des conditions de violence institutionnelle et d'impunité dont jouissent les paramilitaires dans cette région de notre État. La violence institutionnelle est dirigée contre les différentes expressions de la lutte sociale à Oaxaca et spécifiquement contre la construction de processus autonomes.

Cette agression se déroule dans le contexte de circonstances d'isolement et l'état de siège vécu par la commune de San Juan Copala, où depuis le mois de janvier, les enfants n'ont accès ni à l'école ni à l'électricité, et où l'eau potable a été coupée ; la commune n'a pas davantage accès aux soins médicaux. San Juan Copala vit en permanence un harcèlement paramilitaire suite au blocage de la route à l'entrée du village.

Nous exigeons

Nous exigeons que le gouvernement de l'assassin Ulises Ruiz mette fin aux attaques paramilitaires dans la région Triqui, et que cessent le financement, l'armement et l'impunité dont profitent ces groupes paramilitaires dans notre État.

Nous exigeons la présentation immédiate de nos camarades disparus.

Nous appelons

Nous appelons le peuple d'Oaxaca, du Mexique, la communauté internationale et les différentes organisations sociales, les collectifs et groupes à démontrer leur solidarité et soutien afin d'exiger que nos frères disparus nous soient rendus en vie et le châtiment des responsables. De plus, nous vous appelons solidairement à exiger que cessent les conditions de violence contre la municipalité autonome de San Juan Copala.

Preuve de vie de nos camarades disparus !

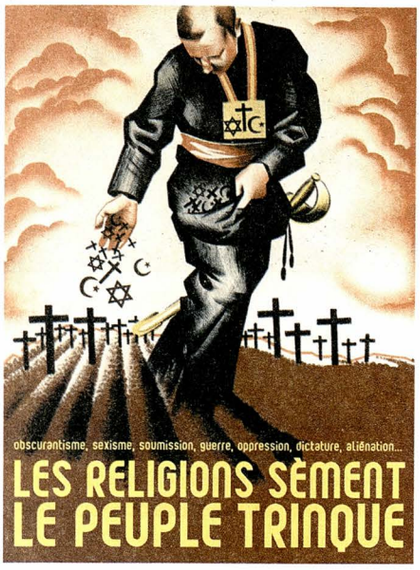
Châtiment pour les assassins de nos camarades !

Que cesse l'agression de la municipalité autonome de San Juan Copala !

Levée du blocus paramilitaire envers cette communauté autonome triqui !

Vocal

Traduit par Émilie



Affiche disponible à la librairie du *Monde libertaire*.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

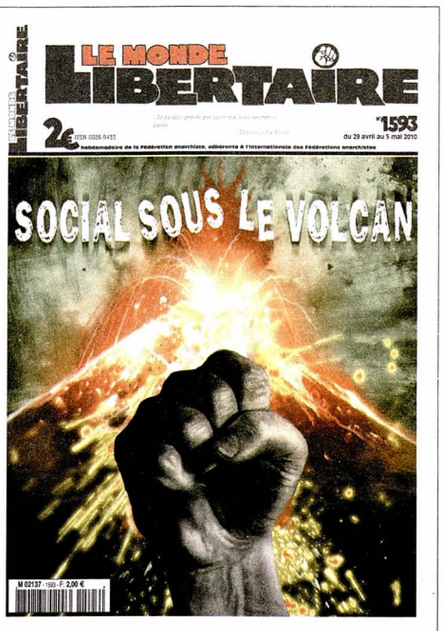
www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



Répression contre les indiens du Mexique

Nous venons d'apprendre que des compagnons de VOCAL (Voix oaxaquègnes construisant l'autonomie et la liberté) participant, avec des membres de l'APPO (Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca), à une caravane de solidarité au peuple triqui harcelé par des paramilitaires, ont été agressés par armes à feu. Il y a eu deux morts, plusieurs blessés et trois de nos compagnons ont disparu (dont David Venegas, un des fondateurs de VOCAL), ce qui fait craindre le pire.

La caravane humanitaire se dirigeait vers le village autonome de San Juan Copala. Celui-ci vit actuellement une situation d'isolement organisée par des paramilitaires dont tout porte à croire qu'ils sont téléguidés par le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel, conservateur).

La Fédération anarchiste tient à exprimer sa solidarité avec ceux qui luttent pour leur autonomie face à un gouvernement dont la fonction évidente est de favoriser l'essor de multinationales, et appelle tous ceux qui ont compris l'importance de cette lutte à rejoindre les manifestations de solidarités. Nous resterons vigilants et continuerons à dénoncer tous les actes d'agressions dont sont victimes ceux qui résistent à la colonisation bourgeoise.

Fédération anarchiste

Nuit des mots au SLA

Donner corps aux mots des auditeurs

Le samedi 31 mai 2008, à l'occasion du Salon du livre libertaire à Paris, naissait une nouvelle émission sur Radio libertaire, une émission qui ne pouvait exister sans nos auditeurs : « La Nuit des mots. »

L'idée était de donner radiophoniquement corps à leurs textes, une nuit faite de leurs mots qui se répondent en lectures à plusieurs voix, accompagnées d'ambiances sonores improvisées.

Pas de thème, pas de sélection, une mixité des écrits, gage d'une volonté d'égalité dans la parole, et toujours un cadeau pour nous : que nos auditeurs nous confient leurs mots qui leur tiennent à cœur pour une nuit. Une émission pour laquelle les frontières se brouillaient d'elles-mêmes : auditeurs/animateurs – voix/musique – textes/sons reçus – écrits parfois publiés/écrits jamais montrés, et frontières géographiques aussi.

Depuis cette première nuit, nous avons reçu plus de 500 textes pour cinq « Nuits des mots. »

Samedi 8 mai prochain, à nouveau lors Salon du livre libertaire à l'Espace des Blancs-Manteaux, pour cette 6e nuit et pour tous ces mots venus jusqu'à nous depuis deux ans de Paris, de province mais aussi de l'étranger, nous avons fait appel à des auditeurs, des acteurs, des performeurs qui vous liront ou reliront de Paris, de province et de l'étranger.

« La Nuit des mots » est un espace, votre espace sur les ondes.

Le 8 mai, nous redonnerons des ondes à vos mots et vos sons.

Nathalie McGrath

La Nuit des mots VI, samedi 8 mai 2010, de 22 heures à 5 heures en direct sur Radio libertaire, 89,4.

Radio libertaire

Jeudi 6 mai

Chronique hebdo (10 heures) Commentaires anarchistes de l'actualité.

Radio cartable (14 heures) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Petites annonces d'entraide (16 h 30) Les annonces de la semaine.

Si vis pacem (18 heures) Mounamitié spéciale Salon du livre libertaire, avec les textes de Lucien Seroux, auteur de *L'Anthologie de la connerie militariste* (en 5 volumes), contre les profiteurs de guerre d'Eurosatory.

Vendredi 7 mai

Petits matins pour le grand soir (8 h 30) Textes militants lus et commentés pour affronter le monde d'aujourd'hui.

L'écho des cabines (11 heures) Émission sur les familles de détenus.

L'invité du vendredi (19 heures) Ligue des droits de l'Homme Paris XVe.

Nuits musicales (minuit) Nuit de mix, avec DJ Premier.

Samedi 8 mai

Salon du Livre Libertaire (10 heures) En direct toute la journée depuis l'Espace des Blancs-Manteaux.

Les jardins d'Orphée (20 heures) Nous irons à la rencontre d'un groupe de jazz : le Quartet Résistance poétique, avec Henry Texier (saxo), Bruno Angelini (piano), Mauro Gargano (contrebasse), Christophe Marguet (batterie et composition), pour leur dernier opus, *Buscando la luz*.

Dimanche 9 mai

Salon du Livre Libertaire (10 h 00) En direct toute la journée depuis l'Espace des Blancs Manteaux.

Lundi 10 mai

Lundi matin (11 heures) Infos et revue de presse.

Ondes de choc (14 h 30) Avec le metteur en scène et les acteurs du spectacle à la maison de la poésie : *Le plus grand poète français est roumain… il se nomme Gherasim Luca* (Gilles Deleuze).

Terre et Liberté (16 heures) Luttes des peuples sans État au Mexique : entre initiatives d'autonomie et répression féroce de l'État. Avec Raúl Ornelas, animateur de la radio pirate « Ke Huelga ».

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme.

De la pente du carmel, la vue est magnifique (22 h 30) On s'en branle !

Mardi 11 mai

Le Parisien libertaire (8 heures) Retour non-exhaustif et militant sur l'actualité parisienne.

Artracaille (11 heures) Archéologie de la création.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme, textes historiques et actuels.

Les amis d'Orwell (16 heures) Une émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus.

Idéaux et débats (18 heures) Les gens devraient toujours réfléchir, avant de se rendre à une invitation au royaume de Nulle Part (N.H.). Deux invitées, en direct, pour l'émission du jour : Sarah Chiche, pour *L'Emprise* (Grasset) ; et Dominique Souton, pour *Je (ne) suis (pas) à vendre* (Éditions de l'Olivier).

Paroles d'associations (19 h 30) Le PAVÉ (Promotion des arts visuels éclectiques) a pour but la création, la promotion et la diffusion de films vidéos, hors des circuits marchands, par la mise en commun des connaissances et des moyens.

Radio Libertaria (20 h 30) L'éducation.

Ca booste sous les pavés (22 h 30) Scène culturelle alternative.

Mercredi 12 mai

Blues en liberté (10 h 30) Prénoms féminins et blues.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Ras les murs (20 h 30) Actualité des luttes des prisonniers.

Traffic (22 h 30) Musiques urbaines et libres.

Jeudi 13 mai

De rimes et de notes (12 heures) Actualité de la chanson et du spectacle.

Bibliomanie (15 heures) Autour des livres.

Petites annonces d'entraide (16 h 30) Les annonces de la semaine.

Si vis pacem (18 heures) La journée internationale des objecteurs du 15 mai au Paraguay.

Les enfants de Stonewall « Affinités électives » (19 h 30) Émission gay et lesbienne.

Entre chiens et loups (20 h 30) Les multiples casquettes de l'artiste d'aujourd'hui.

Epsilonia (22 heures) Musiques expérimentales.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Du vendredi 7 mai au mardi 18 mai

Paris (75) et Montreuil (93)

FRAP - Festival des résistances et des alternatives. Détail des programmes sur frap2010.org

Jeudi 6 mai

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, Didier Daeninckx sera l'invité du groupe Kropotkine de la FA, à la Bibliothèque sociale, pour présenter sa biographie de Missak Manouchian, héros des immigrés engagés dans la Résistance en 1939-1945, où l'on découvre le profil d'un homme bien éloigné de l'image véhiculée par l'Affiche rouge. Apéro dînatoire. Table de presse. Entrée libre et gratuite. 8, rue de Fouquerolles. Renseignements : 03 23 80 17 09.

Vendredi 7 mai

Vannes (56)

20 h 30. Projection-débat autour du film d'animation *La ferme des animaux* inspiré de l'ouvrage de George Orwell... où il est question de révolution, d'égalité et de prise de pouvoir. Organisée par le groupe libertaire Lochu (FA Vannes). maison des associations, 6, rue Tannerie. Entrée libre. Infos : fedeanar56@yahoo.fr

Paris XVIIIe

19 heures. Le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste organise une conférence-débat intitulée « Indépendance, servitude ou soumission, qu'en est-il des médias ? ». Avec entre autres la participation d'Henri Maler d'Acrimed. Au local La Rue, 10, rue Robert Planquette, M° Blanche ou Abbesses (2e rue à droite en montant la rue Lepic depuis le M° Blanche).

Paris XVIIIe

19 heures. Ouverture du FRAP, Festival des résistances et des alternatives. Apéro concert et visite d'une auto-construction. À 21 heures, présentation du projet d'habitat partagé Zelda et projection en plein air de *Main basse sur la ville* de Francesco Rosi (1963). Au Jardin d'Alice, 40, rue de la Chapelle, M° Marx-Dormoy ou Porte de la Chapelle.

Samedi 8 mai

Marseille (13)

17 heures. Causerie animée par Benito Pellegrín autour de son livre, *Marseille quart Nord, Chronique marseillaise* aux éditions Sulliver, Cabris, 2009, 19 euros, disponible au CIRA. 3, rue Saint-Dominique, (angle Place des Capucines).

Dimanche 9 mai

Paris XVIIIe

10 h 30. FRAP : « Ville et gentrification ». Rendez-vous devant la rotonde de la ville, sur la place Stalingrad (M° Jaurès ou Stalingrad) pour une balade sociologique dans le XVIIIe et XIXe arrondissement avec Anne Clerval (géographe) et Jean-Pierre Garnier (sociologue urbain). Arrivée à Ecobox, 37, rue Pajol, M° Marx-Dormoy ou La Chapelle.
À 14 heures, documentaire sur la destruction d'une tour à Beauvais.
À 14 h 30, la « gentrification » des quartiers avec Virginie Milliot (ethnologue), Anne Clerval (géographe), Jean-Pierre Garnier (sociologue), Marie-Hélene Bacque.
À 18 heures, historique du Grand Paris, avec Éric Hazan (éditeur de la Fabrique, auteur de *L'Invention de Paris*).
De 19 heures à 20 heures, « Enjeux du Grand Paris » : qu'est-ce qui nous attend ? Avec des membres de l'Aitec, d'Attac et Nicolas Texier (sous réserve).

Lundi 10 mai

Nîmes (30)

20 h 30. Faut-il avoir peur de Marcoule ? (Historique, état des lieux, projets). Réunion publique organisée par le collectif Cévennes-Garrigues sortir du nucléaire, soutenu par le groupe Gard Vaucluse de la FA. Centre Pablo Néruda, salle 2. Entrée libre.

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Les luttes alternatives. Second cours : Le Clip (Collectif de libération de l'immobilier privé), qui se propose de mettre en place un autre rapport à l'habitat et à la propriété. Créé sur la base d'une initiative similaire en Allemagne – le Miethäuser Syndikat – le Clip présente une structure juridique particulière qui répond à des besoins spécifiques en matière de logement. Présentation par des membres du Clip.
Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Samedi 15 mai

St-Laurent-en-Royans (26)

20 h 30. Le groupe La rue râle vous invite à une soirée de théâtre et danse autour de *Nous avons toutes la même histoire* un texte de Franca Rame et Dario Fo, présenté par la Cie Ké-Seksa. Un spectacle qui questionne les rapports homme-femme, les rapports à l'autre, à la contraception, à l'avortement, au couple hétérosexuel. Entrée à prix libre ; à partir de 12 ans. Salle des fêtes. Contact : laruerale@no-log.org

Jeudi 20 mai

Paris VIIIe

12 h 30. Théâtre du Rond-Point. Le post-anarchisme expliqué à ma grand-mère. Présentation de Michel Onfray de l'Université populaire de Caen. 2bis, avenue Franklin D. Roosevelt. Entrée libre. Réservation indispensable au 01 44 95 58 81.

Samedi 29 mai

Saint-Jean-en-Royans (26)

20 h 30. Le groupe La Rue râle de la FA vous invite à une soirée débat autour des logiciels libres et du pourquoi les libertaires s'intéressent à cette philosophie du libre. Le débat sera introduit et animé par des passionnés de Linux. Maison du Royans, 22, rue Pasteur. Contact : laruerale@no-log.org

SALON DU LIVRE LIBERTAIRE

8-9 mai 2010

Espace d'animation des Blancs Manteaux (Paris IVe)

Entrée à prix libre Radio libertaire (89.4 Mhz) en direct pendant 2 jours

01 48 05 34 08 salon-livre-libertaire@wanadoo.fr Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris